CI-090
2024-04-16
P. Brassard

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2024-2025

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE (PLQ)

MARS 2024

360, rue Saint-Jacques, 2e étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5
Accès pour personnes à mobilité réduite : 361, rue Notre-Dame, Ouest
Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373
Téléscripteur : (514) 873-2648 Web : www.cdpdj.qc.ca

Document préparé en mars 2024

Coordination
Josée Morin
Directrice du secrétariat général et secrétaire générale adjointe

Soutien professionnel
Valérie Féquière
Analyste de la gestion et des procédés administratifs

Soutien technique
Sara Mohamed Ahmed
Technicienne en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TABLE DES MATIÈRES

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle (PLQ)

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	11
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer : A. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; B. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ; C. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ; D. la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ; E. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	12
P.6	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2023-2024. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	14
P.7	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2023-2024.	15
P.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2023-2024. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : A. le mandat ; B. les membres ; C. le budget ; D. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; E. le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024 ; F. les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.	16
P.11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 : A. le nom de toutes les campagnes ; B. les coûts de ces campagnes ; C. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; D. les dates de diffusion de la campagne ; E. les objectifs visés par chaque campagne	25
P.15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 : A. le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; B. le nom du ou des organismes bénéficiaires ; C. le montant qui leur a été accordé.	26

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.56	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2023-2024 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL ; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION ; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT RÉALISÉ JUSQU'À MAINTENANT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2023-2024 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ ; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT ; F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.	27
P.57	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2023-2024.	28
P.108	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2023-2024. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	29
P.109	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2023-2024, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.	33
P.110	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	36
P.111	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2024, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.	38
P.112	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	53
P.113	POUR 2023-2024, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, DANS SES INTERVENTIONS AVEC LES EMPLOYEURS, AFIN DE FAIRE VALOIR LES AVANTAGES DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI.	54
P.114	POUR 2023-2024, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE AFIN DE RENFORCER SES PARTENARIATS AVEC LES ORGANISMES SPÉCIALISÉS DANS L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN DES MINORITÉS VISIBLES EN EMPLOI.	56
P.115	POUR 2023-2024, INDIQUER LE NOMBRE D'ORGANISMES PUBLICS QUI ONT SOUMIS UN QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QU'ILS ONT EUX-MÊMES MODIFIÉ, POUR APPROBATION À LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.	58
P.116	DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION QU'ELLE MÈNE ACTUELLEMENT EN LIEN AVEC LA POSSIBILITÉ D'AJOUTER LES SOUS-GROUPES AUX MINORITÉS VISIBLES DANS SON QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QUE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE INDIQUE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONSULTÉS ET LA DATE ET DURÉE DE CHACUNE DE SES RENCONTRES.	59
P.117	POUR 2022-2023 ET 2023-2024, INDIQUER LES ACTIONS ET MESURES MISES EN ŒUVRE PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE POUR ATTIRER L'ATTENTION DES EMPLOYEURS ET DES ORGANISMES PUBLICS SUR LES MICRO-AGRESSIONS.	60

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.118	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2023-2024. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	61
P.119	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2023-2024.	64
P.120	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2023-2024	67
P.121	EFFECTIF POUR 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	69

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 29 FÉVRIER 2024.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (PLQ)

Question 01	**SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 (ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2023-2024 (K$)
LOGICIELS	227 K$
MATÉRIEL	69 K$
SERVICES PROFESSIONNELS	
• **INTERNE**	0 K$
• **EXTERNE**	29 K$
• **CSPQ / ITQ**	14 K$
TOTAL	**339 K$**

Question 2	**POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2023-2024, INDIQUER :** **A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;** **B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;** **C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;** **D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;** **E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »

- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈMES ET TROISIÈMES ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »

- **PRÉSIDENT :** TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, NOMMÉ LE 28 FÉVRIER 2019 (DÉCRET 196-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : ARPIN, SUZANNE, NOMMÉE LE 10 JUIN 2019 (DÉCRET 554-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE** : PIERRE, MYRLANDE. NOMMÉE LE 29 JUILLET 2019 (DÉCRET 684-2019)

MEMBRES

- EL-HAGE, HABIB
- GAUVREAU, LIZETTE
- GAREAU, STÉPHANIE
- LECLERCQ, MARIE-LAURE
- LEMAY, SYLVAIN
- ROY, MARTINE
- SANTORINEOS, ANNE-MARIE
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE
- VOLLANT, NADINE

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4000$ ET DES HONORAIRES DE 200$ PAR JOUR DE RÉUNION (100$ PAR DEMI-JOURNÉE). À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUS PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

- TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, PRÉSIDENT, MANDAT DU 28 FÉVRIER 2024 AU 27 FÉVRIER 2029

LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

GAREAU, STÉPHANIE; MEMBRE; NOMMÉE LE 9 JUIN 2023 AU 9 JUIN 2028

C. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;

AUCUN

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

Nom et prénom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
Tessier, Philippe-André	Président	8 732 $	0 $	2 562 $
Pierre, Myrlande	Vice-présidente	12 271 $	0 $	554 $
Arpin, Suzanne	Vice-présidente	12 420 $	0 $	57 $
El-Hage, Habib	Membre	0 $	0 $	N/A
Gauvreau, Lizette	Membre	708 $	0 $	N/A
Iasenza, Isa	Membre	0 $	0 $	N/A
Leclercq, Marie-Laure	Membre	0 $	0 $	N/A
Lemay, Sylvain	Membre	1 788 $	0 $	N/A
Roy, Martine	Membre	732 $	0 $	N/A
Santorineos, Anne-Marie	Membre	0 $	0 $	N/A
Sioui, Bruno	Membre	2 314 $	0 $	N/A
Villefranche, Marjorie	Membre	0 $	0 $	N/A
Vollant Nadine	Membre	2 921 $	0 $	N/A
TOTAL		**41 886 $**	0 $	**3 173 $**

Question 6	**COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2023-2024. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS	ÉCART
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	130 600 $	119 716$	10 884 $
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	1 107 100 $	1 014 842 $	92 258 $
PROJETS	190 500 $	52 209 $	138 291 $
TOTAL	1 428 200 $	1 186 767 $	241 433 $

Question 7	**LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2023-2024.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDAT À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR L'AMÉNAGEMENT DE NOTRE NOUVEAU BUREAU DE SAGUENAY-PROJET FINALISÉ

Question 9	**LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2022-2023. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :** **A. LE MANDAT;** **B. LES MEMBRES;** **C. LE BUDGET;** **D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPAS OU AUTRES;** **E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2023-2024;** **F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP)	REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS DU CANADA	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE	5
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ)	LE CCDEJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS DE L'ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX.	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER SUZANNE ARPIN	2
COMITÉ PERMANENT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ)	• EXAMINER LES RECOMMANDATIONS DES DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LPJ ; • RECOMMANDER, S'IL Y A LIEU, DES MODIFICATIONS À LA LPJ ; • IDENTIFIER ET RECOMMANDER LES MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES À LA LPJ AFIN D'AMÉLIORER LA CAPACITÉ DU DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (DPJ) À INTERVENIR AUPRÈS DES FAMILLES ET DES ENFANTS EN DIFFICULTÉ EN PROPOSANT DES SOLUTIONS LÉGISLATIVES.	SUZANNE ARPIN	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
COMITÉ DE GOUVERNANCE COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE (CDPDJ) -MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)-COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE (COMDP)-ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC (ÉNPQ)	COLLABORER AU DÉVELOPPEMENT D'UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS.	MYRLANDE PIERRE	3
COMITÉ DES SAGES SUR L'IDENTITÉ DE GENRE (MFA)	BROSSER UN PORTRAIT DES POLITIQUES, DES PRATIQUES ET DES DIRECTIVES EN PLACE AU QUÉBEC DE MÊME QUE DANS LES ÉTATS COMPARABLES EN LIEN AVEC L'IDENTITÉ DE GENRE ; PRODUIRE UNE ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS SUR L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE ; ET IDENTIFIER LES ENJEUX SUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DEVRAIT APPROFONDIR SES RÉFLEXIONS.	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE SAMUEL BLOUIN	1
COMITÉ DIRECTEUR INTERINSTITUTIONNEL POUR LA PLANIFICATION D'UNE FORMATION SUR LE PROFILAGE RACIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS	PLANIFIER ET ÉLABORER UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AU PERSONNEL DES ORGANISATIONS POLICIÈRES QUI PERMETTRAIT DE : • RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES, NOTAMMENT PAR LA CDPDJ, LE GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME AINSI QU'AUX PRÉOCCUPATIONS SOULEVÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE • ACTUALISER LA PRATIQUE ET LA PRESTATION DES SERVICES POLICIERS DANS LE CADRE D'UNE SOCIÉTÉ PLURIELLE ET EN CONSTANTE TRANSFORMATION • PROMOUVOIR UN LIEN DE CONFIANCE ENTRE LES POLICIERS ET LES COMMUNAUTÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VICTIME DE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL	MYRLANDE PIERRE MARIE-ÈVE BILODEAU	4
COMITÉ DE LIAISON AVEC LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE	CE COMITÉ A POUR MANDAT D'IDENTIFIER LES PROBLÈMES LIÉS À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE PROPOSER DES SOLUTIONS PRATIQUES VISANT À ATTEINDRE DES OBJECTIFS D'EFFICACITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE.	MYRLANDE PIERRE ATHANASSIA BITZAKIDIS	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	RÉPERTORIER ET CONSIGNER LES ENJEUX LOCAUX EN LIEN AVEC L'ADMINISTRATION D'UNE JUSTICE ADAPTÉE AU CONTEXTE AUTOCHTONE, L'ACCOMPAGNEMENT DES JUSTICIABLES, LA PRÉVENTION DU CRIME ET L'ENVIRONNEMENT CORRECTIONNEL. RAPPORTER CES DIFFÉRENTES PROBLÉMATIQUES ET ALIMENTER LA RÉFLEXION SUR DES MESURES DE MITIGATION LOCALES OU L'IMPLANTATION DE MESURES À PLUS GRANDE ÉCHELLE. MESURER, DANS LE TEMPS, L'ÉVOLUTION DE CES PROBLÉMATIQUES ET L'EFFICIENCE DE MESURES DE MITIGATION	SUZANNE ARPIN	2
CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE, LES IMPACTS DES DISCRIMINATIONS ET DES DIFFÉRENTES FORMES D'EXCLUSION, DE DÉVALORISATION ET D'INFÉRIORISATION DE CES PERSONNES, AINSI QUE LES MOYENS DE LES CONTRER EFFICACEMENT	SAMUEL BLOUIN	1
COMITÉ CONSULTATIF DU CENTRE DE RECHERCHE POUR L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (CRISPESH)	CONSEILLER ET ORIENTER L'ÉQUIPE DE DIRECTION DU CRISPESH SUR LES PROJETS EN COURS DE DÉVELOPPEMENT, DE FAÇON À S'ASSURER DE LEUR PERTINENCE SOCIALE ; AGIR À TITRE D'INTERMÉDIAIRES ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LE CRISPESH, EN PARTICULIER POUR : SUGGÉRER DES PARTENARIATS OU DES COLLABORATIONS ET ÉVENTUELLEMENT SOUTENIR LEUR MISE EN PLACE ; DE CONTRIBUER À LA RECONNAISSANCE DU CRISPESH DANS LA COMMUNAUTÉ ET LEURS MILIEUX ET À LA DIFFUSION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE, PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES, OUTILS DE TRANSFERT, ÉVÉNEMENTS, ETC.	DANIEL DUCHARME	3
COMITÉ QUÉBÉCOIS DE TERMINOLOGIE SUR LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES (DIR. CHAIRE DE RECHERCHE RECHERCHE SUR LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES)	COMITÉ D'ACTEURS EN PROVENANCE DU MILIEU DE LA PRATIQUE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUI ADAPTENT ET BONIFIENT LA TERMINOLOGIE SELON L'AVANCÉE DES CONNAISSANCES UNIVERSITAIRES ET CLINIQUES EN LA MATIÈRE.	GENEVIÈVE ST-LAURENT	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE CONCERTATION ET DE COORDINATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS RELATIVEMENT AUX SERVICES DE SURVEILLANCE DES ÉLÈVES HANDICAPÉS DE 12 À 21 ANS ET AUX CAMPS DE JOUR ET CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS (OPHQ)	TROUVER DES SOLUTIONS STRUCTURANTES ET PÉRENNES AFIN DE STABILISER LES ENJEUX DE MAIN-D'ŒUVRE VÉCUS ACTUELLEMENT AU SEIN DES SERVICES DE SURVEILLANCE ET DES DIVERS CAMPS D'ÉTÉ SPÉCIALISÉS ET AINSI ÉVITER DES BRIS DE SERVICES AUX JEUNES HANDICAPÉS ET À LEUR FAMILLE DUREMENT TOUCHÉE PAR LES FERMETURES DE SERVICES	DANIEL DUCHARME	7

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE DE L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2023-2028 (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE)	PROPOSER DES ACTIONS CONCRÈTES, OPPORTUNES ET CONCERTÉES FAVORISANT L'INCLUSION DES PERSONNES DE LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE, INCLUANT LES PERSONNES INTERSEXES, ET DES MESURES POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION.	SAMUEL BLOUIN KARINA MONTMINY	1 RENCONTRE BILATÉRALE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DROITS DE LA PERSONNE (MRIF)	DISCUTER DES ORIENTATIONS ET DES ACTIONS QUI DEVRONT ÊTRE MENÉES, AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS CE SECTEUR D'ACTIVITÉS	TIM SEAH	1
COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) (UNIVERSITÉ LAVAL)	LA COMMUNAUTÉ DE RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (COMRADES) VISE À STRUCTURER LA RECHERCHE-ACTION SUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX (DES) POUR FAIRE ÉMERGER UN NOUVEAU PARADIGME EN DROITS DE LA PERSONNE. CE PARTENARIAT A POUR OBJECTIF DE PROPULSER LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DANS L'ÉCOSYSTÈME JURIDIQUE POUR ACCROÎTRE LEUR INTÉGRATION ET LEUR NORMALISATION DANS LES PRATIQUES DE DROITS DE LA PERSONNE.	EVELYNE PEDNEAULT	2
CONSULTATION PUBLIQUE POUR L'ÉLABORATION DU QUATRIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	CONTRIBUTION DE LA COMMISSION POUR LA CONSULTATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE DANS LE BUT D'ÉLABORER UN QUATRIÈME PLAN D'ACTION	DANIEL DUCHARME, EVELYNE PEDNEAULT	1
ÉQUIPE DE RECHERCHE INCLUSION ET DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE EN ÉDUCATION (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRATIQUES SCOLAIRES, PROCESSUS INSTITUTIONNELS ET EXPÉRIENCES DES ACTEURS DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE	AMINA TRIKI-YAMANI,	1
GROUPE DE TRAVAIL CRI-JADE SUR LA JUSTICE INTERSECTIONNELLE, LA DÉCOLONISATION ET L'ÉQUITÉ	CENTRE DE RECHERCHE QUI RASSEMBLE ÉTUDIANT.E.S ET PROFESSIONNEL.LE.S DE DISCIPLINES, DE PARCOURS ET D'INTÉRÊTS DIVERSIFIÉS DONT LES TRAVAUX DE RECHERCHE S'INTÉRESSENT AUX ENJEUX D'ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET D'INCLUSION (EDI) ET DE DÉCOLONISATION.	TIM SEAH	1(AGA)+2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES AUX PERSONNES HANDICAPÉES (OPHQ)	DRESSER UN PORTRAIT DE L'ACCESSIBILITÉ DES PETITS BÂTIMENTS NON ASSUJETTIS AUX EXIGENCES D'ACCESSIBILITÉ DU CODE DE CONSTRUCTION OÙ SONT OFFERTS DES BIENS ET DES SERVICES COURANTS À LA POPULATION AU QUÉBEC, INCLUANT LES COMMERCES DE PROXIMITÉ, ET IDENTIFIER LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER AINSI QUE DES PISTES DE SOLUTION	KARINA MONTMINY	1
OBSERVATOIRE DES PROFILAGES (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRODUIRE DE NOUVELLES DONNÉES ET ANALYSES AFIN DE FOURNIR DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, JUDICIAIRES ET MÉDIATIQUES RÉCENTES SUR LE PHÉNOMÈNE DES PROFILAGES SOCIAL, RACIAL ET POLITIQUE	EVELYNE PEDNEAULT	4
PARTENARIAT DE RECHERCHE POLITIQUES ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE RETOUR AU TRAVAIL APRÈS UNE LÉSION PROFESSIONNELLE : DÉFIS DE TAILLE ET SOLUTIONS INNOVATRICES (UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	EXAMINER DE GRANDES QUESTIONS DE POLITIQUE LIÉES AUX LOIS SUR L'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS, DANS LE BUT D'ÉLIMINER LES PROBLÈMES SOUS-JACENTS ET D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES LOIS POUR LES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS LES PLUS VULNÉRABLES	MATHILDE VIAU-TASSÉ	1
PARTENARIAT DE RECHERCHE RACISME ET RADICALISATION AU QUÉBEC : CARTOGRAPHIE DES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DANS, PAR, SUR ET À TRAVERS LES MÉDIAS (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	PORTANT SUR LES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DE DIFFÉRENTS LOCUTEURS EN INTERACTION DANS, PAR OU À TRAVERS LES MÉDIAS TRADITIONNELS ET SOCIAUX À PROPOS D'ÉVÉNEMENTS OU DÉBATS SURVENUS AU QUÉBEC (2017-2018), CE PROJET VISE À CARTOGRAPHIER CE QUI RELÈVE DU DISCOURS POPULISTE OU RACISTE, VOIRE DU DISCOURS HAINEUX OU RADICALISÉ AU SENS DU DROIT.	JEAN-SÉBASTIEN IMBEAULT	1
PARTENARIAT DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	DRESSER UN PORTRAIT QUANTITATIF ET QUALITATIF DES PARCOURS ET DES FORMES CONTEMPORAINES D'INCLUSION/EXCLUSION SOCIALE VÉCUS PAR DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANS ET QUEERS (LGBTQ) RÉSIDANT AU QUÉBEC ET RÉALISER UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES LES CONCERNANT	SAMUEL BLOUIN	5
PARTENARIAT DE RECHERCHE SUR LA CONSTRUCTION DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC	CE PROJET A POUR OBJECTIF GÉNÉRAL DE METTRE EN LUMIÈRE ET EN RELATION LES REPRÉSENTATIONS VÉHICULÉES PAR DES MÉDIAS D'INFORMATION, LES RESPONSABLES POLITIQUES, L'OPINION PUBLIQUE ET LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AFIN DE FAIRE ÉMERGER LES PERSPECTIVES, LES DISCOURS ET LES ARGUMENTAIRES À L'ÉGARD DE LA PAUVRETÉ AU QUÉBEC.	DANIEL DUCARME	2
PROJET DE RECHERCHE SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES OBSTÉTRICALES ET GYNÉCOLOGIQUES (AUDREY FERRON PARAYRE, UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	VÉRIFIER SI LES PATIENTES ET LE PERSONNEL SOIGNANT CONNAISSENT LES DROITS, SI LES PATIENTES ONT LA CAPACITÉ DE LES FAIRE VALOIR ET COMMENT EST-CE REÇU PAR LE PERSONNEL SOIGNANT LORSQU'ELLES LE FONT ET QUELS SONT LES OBSTACLES À L'EXERCICE DE RECOURS	MATHIEU FORCIER	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
PARTENARIAT DE RECHERCHE LEXIS (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	ÉTUDIER LES CONDITIONS DE LA PARTICIPATION CITOYENNE À LA DÉFINITION DES LOIS	TIM SEAH	1
COMITÉ DE SUIVI D'IMPLANTATION DU PROJET DE LOI 79	COMITÉ DE SUIVI PRÉVU À LA LOI AUTORISANT LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AUX FAMILLES D'ENFANTS AUTOCHTONES DISPARUS OU DÉCÉDÉS À LA SUITE D'UNE ADMISSION EN ÉTABLISSEMENT	NICOLE ANNE VAUTOUR	3
COMITÉ PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (PAÉE) POUR LES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRE, LES PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS TRADITIONNELLEMENT MASCULINS.	CE COMITÉ DE TRAVAIL A COMME MANDAT D'ÉLIMINER LA SOUS-REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES EMPLOIS CADRES DE LA DIRECTION, LES EMPLOIS PROFESSIONNELS ET LES MÉTIERS TRADITIONNELLEMENT MASCULINS VISÉS PAR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI. IL S'ATTARDE À COMPRENDRE LES CAUSES DE CETTE SOUS-REPRÉSENTATION ET À TROUVER DES SOLUTIONS VISANT À FACILITER L'INTÉGRATION DES FEMMES DANS CES CATÉGORIES D'EMPLOIS. LE COMITÉ SOUMET SES RECOMMANDATIONS À LA COMMISSION, CETTE DERNIÈRE DÉTERMINANT CELLES QUI SERONT RETENUES ET IMPLANTÉES.	MARTIN BOUCHER	1
TABLE DE CONCERTATION SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) D'AGRICARRIÈRES	LA TABLE DE CONCERTATION VISE À RÉPONDRE À CES OBJECTIFS : CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET LA PROMOTION DES CONDITIONS GLOBALES DES TET ET DES EMPLOYEURS AGRICOLES OPTIMISER LA COHÉRENCE ET L'EFFICIENCE DES SERVICES ET DES CONTRÔLES ÉTABLIR DE MEILLEURES COMMUNICATIONS ENTRE TOUS LES INTERVENANTS ASSURER UNE ACTUALISATION CONSTANTE DES PROGRAMMES SELON LES ENJEUX ÊTRE PROACTIF DANS LA RÉFLEXION DE SOLUTIONS PERTINENTES ET CONCRÈTES	SIMON CÔTÉ-DESJARDINS CATHERINE VERMETTE	4
TABLE QUÉBÉCOISE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET)	MENER DES TRAVAUX EN VUE DE RÉPONDRE AUX DEMANDES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PAR SES DIFFÉRENTS PARTENAIRES, NOTAMMENT PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. ASSURER LA COLLABORATION INTERMINISTÉRIELLE ET LA COHÉRENCE DES ACTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LES DOSSIERS EN LIEN AVEC LES TET EN PARTICULIER LEUR PROTECTION. PARTAGER DE L'INFORMATION PERTINENTE ET ÉCHANGER SUR DIVERS ENJEUX OU AUTRES THÉMATIQUES D'ACTUALITÉ EN LIEN AVEC LES TET (EX : ACTIVITÉ DE FORMATION).	MARIE-EVE BILODEAU SIMON CÔTÉ-DESJARDINS	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
LE SOUS-COMITÉ - PROTECTION DE LA TABLE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET)	COMITÉ PERMANENT QUI SERA MOBILISÉ LORSQUE DES SITUATIONS QUI PRÉSENTENT DES RISQUES GRAVES ET IMMÉDIATS POUVANT COMPROMETTRE L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE DES TET ET QUI DÉPASSANT SON CADRE D'INTERVENTION. LE COMITÉ A POUR OBJECTIF DE FACILITER LA PRISE EN CHARGE RAPIDE DES CAS QUI REQUIÈRENT DES ACTIONS IMMÉDIATES ET CONCERTÉES DE LA PART DE PLUSIEURS MINISTÈRES OU ORGANISMES ET EN CONCORDANCE AVEC LES PROCESSUS DE SIGNALEMENT DÉJÀ ÉTABLIS DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ.	SIMON CÔTÉ-DESJARDINS CATHERINE VERMETTE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL - PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2023-2028	COMITÉ DE SUIVI DES MESURES DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL COORDONNÉ PAR LE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (BLCHT). LA COMMISSION POSSÈDE QUATRE MESURES DONT ELLE EST SOIT RESPONSABLE, SOIT COLLABORATRICE DANS LEUR RÉALISATION.	SIMON CÔTÉ-DESJARDINS JULIE DUMONTIER	1
COALITION CONTRE LA HAINE	TABLE DE CONCERTATION MULTISECTORIELLE QUI RÉUNIT DES ORGANISMES PRÉOCCUPÉS PAR LES ENJEUX ENTOURANT LA HAINE AU QUÉBEC ET QUI PROVIENNENT DE MILIEUX DIVERS : COMMUNAUTAIRE, SECTEURS DE LA JUSTICE, SÉCURITÉ PUBLIQUE, SANTÉ, SERVICES SOCIAUX, SECTEUR PRIVÉ, ETC.	SABINE MONPIERRE	5
GROUPE DE RECHERCHES EN INTERCULTURELLE	LE GROUPE DE RECHERCHE A POUR OBJECTIF DE: OFFRIR DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE FORMATION EN INTERCULTUREL CERNER LES ENJEUX ÉTHIQUES PAR RAPPORT À LA FORMATION ET SUR L'AUTORÉFLEXIVITÉ OUTILLER LES FORMATEURS EN INTERCULTUREL OFFRIR DES OUTILS POUR ÉVALUER L'IMPACT DES FORMATIONS DIRIGER LES FORMATEURS ET FUTURS FORMATEURS DANS LA MISE EN PLACE D'UNE FORMATION ÉQUILIBRÉE	SABINE MONPIERRE	5
COMITÉ ORGANISATEUR SEMAINE D'ACTIONS CONTRE LE RACISME ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES (SACR)	CONSEIL CONSULTATIF EN CHARGE DE PRÉPARER L'ÉDITION ANNUELLE	SABINE MONPIERRE	4
COMITÉ DE TRAVAIL FORMATION PROFILAGE RACIAL	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL AYANT POUR MANDAT D'ÉTABLIR LES OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES, LA MATRICE, LE CONCEPT ET LE CONTENU D'UNE FORMATION DE 10 HEURES SUR LE PROFILAGE RACIAL	GERMAIN ROYER STÉPHANIE ROBERGEAU	18

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
COMITÉ DES RELATIONS ENTRE INSPECTEURS ET CITOYENS-SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES RESPONSABLES DE LA STM SUR LES BESOINS ET LES PRÉOCCUPATIONS DE LA COLLECTIVITÉ, PARTICULIÈREMENT LES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS/ENRICHIR LA PRISE DE DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA) ET DES DIRECTIONS CONCERNÉES SUR LES DOSSIERS ET LES QUESTIONS EN LIEN AVEC LES INSPECTEURS, LEUR RÔLE, LEUR SERVICE ET LEUR RAPPORT AVEC LA COMMUNAUTÉ.	MARIE-IRIS LÉGARÉ STÉPHANIE ROBERGEAU	3
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2017-2022	ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL	GERMAIN ROYER	1
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – CENTRE DU QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES - LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – GASPÉSIE-ESTRIE – CAPITALE NATIONALE – LAVAL- SAGUENAY LAC ST-JEAN	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6.	GERMAIN ROYER STÉPHANIE ROBERGEAU CATHERINE VERMETTE	20
COMITÉ DE CONSULTATION MULTISECTORIELLE PROVINCIALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉES - CREGES	ÉQUIPE DE CONSULTATION QUI S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT AUX PROFESSIONNELS CONFRONTÉS À DES SITUATIONS COMPLEXES ET DIFFICILES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AFIN D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GERMAIN ROYER	2
COMITÉ SUR LA MALTRAITANCE EN CONTEXTE DE COHABITATION – DÉVELOPPEMENT D'OUTILS ET DE PRATIQUES	PARTAGE DE PRATIQUES ET DÉVELOPPEMENT D'OUTILS POUR LES PERSONNES INTERVENANT AUPRÈS DE PERSONNES VULNÉRABLES QUI COHABITENT AVEC UNE PERSONNE MALTRAITANTE.	GERMAIN ROYER	3
COMITÉ DE TRAVAIL POUR L'ADAPTATION DE MYTHES ET RÉALITÉ SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES	ADAPTER L'OUVRAGE MYTHES ET RÉALITÉS POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES EN PLATEFORME WEB INTERACTIVE. (SIÈGENT SUR CE COMITÉ, L'INSTITUT THSAKAPESH, UNE PROFESSEURE DE L'UQAT, DES REPRÉSENTANTS DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET UNE FIRME EXTERNE EN DESIGN INTERACTIF.)	SOPHIE AMBROSI SÉBASTIEN OTIS	7
COMITÉ DE RÉFLEXION SUR LA CERTIFICATION DES CHIENS D'ASSISTANCE	PILOTÉ PAR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (OPHQ) PRÉPARER UN DOCUMENT D'ÉTUDE SUR LA CERTIFICATION DES CHIENS-GUIDES ET D'ASSISTANCE POUR LE QUÉBEC.	MAKRAM TAHARI MARIE-IRIS LÉGARÉ	8

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2023-2024
COMITÉ DE TRAVAIL POUR LA RÉDACTION D'UN CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LES INSPECTEURS EN SALUBRITÉ	TRAVAUX ORGANISÉS PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC (MAPAQ) QUI VISENT À SOUTENIR LA RÉDACTION D'UN CADRE DE RÉFÉRENCE INTERNE ADRESSÉ AUX INSPECTEURS EN SALUBRITÉ DES ALIMENTS EN LIEN AVEC LES ANIMAUX D'ASSISTANCE. FAVORISER DES COMMUNICATIONS CONJOINTES ET CONVERGENTES DE LA PART DES DEUX INSTITUTIONS VERS LES EXPLOITANTS DES RESTAURANTS ET COMMERCES AGROALIMENTAIRES.	MARIE-IRIS LÉGARÉ MAKRAM TAHARI	5
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES - COMITÉ DE PRÉPARATION DU PLAN D'ACTION VISANT L'ACCUEIL, L'INCLUSION, LA PLEINE PARTICIPATION ET LA RÉTENTION DES PERSONNES ISSUES DE L'IMMIGRATION À TROIS-RIVIÈRES	CONTRIBUER AU PLAN D'ACTION ET À LA RÉDACTION D'UN GUIDE D'ACCUEIL DES NOUVEAUX ARRIVANTS.	MAKRAM TAHARI	4
TABLE DE CONCERTATION SUR LES RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS (MIFI)	PROMOUVOIR LES DROITS DES RÉFUGIÉS ET IMMIGRANTS NOTAMMENT EN MILIEU DE TRAVAIL. CONTRIBUER À L'OFFRE DE FORMATION SUR LE RACISME EN EMPLOI ET À LA RÉDACTION D'UN GUIDE SUR L'INCLUSION EN MILIEU DE TRAVAIL.	MAKRAM TAHARI	6
GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME –ACTION N°4– RACISME DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT (COMITÉ LOGEMENT)	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL VISANT LA RECOMMANDATION ISSUE DU RAPPORT DU GACR DANS LA LUTTE CONTRE TOUTE DISCRIMINATION EN MATIÈRE D'HABITATION FONDÉE SUR LA RACE, LA COULEUR, L'ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE. OBJECTIFS : • RENFORCER LE TRAITEMENT DES PLAINTES EN MATIÈRE DE DISCRIMINATION EN HABITATION • MIEUX INFORMER LE PUBLIC, ET NOTAMMENT LES LOCATAIRES ET LES FUTURS LOCATAIRES, DU PROCESSUS DE PLAINTE MIEUX INFORMER LES LOCATEURS DES ENJEUX RELATIFS AU RACISME ET À LA DISCRIMINATION	AUDREY ASSEMAN ABDOU LAT FAM	1

Question 11	**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2023-2024:** **A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;** **B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;** **C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;** **D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;** **E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TOUTES LES CAMPAGNES PUBLICITAIRES DE LA COMMISSION SONT COORDONNÉES À L'INTERNE SANS APPEL À DES FIRMES DE PUBLICITÉS.

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS	NOM DE LA FIRME	DIFFUSION	OBJECTIF VISÉ
À LOUER SANS DISCRIMINATION	64 153 $	Meta, Google, Quebecor (TVA en rattrapage+ abribus), Astral Medias (métros) Imagi affichage (abribus TR et région) Bell Média (Noovo)	Mars et Avril 2023 (MS +télé numérique nationale + affichage Mtl, Estrie, Qc) Août-Septembre 2023 Affichages Mauricie Centre-du-Québec Mars 2024 Télévision (Noovo)	INFORMER ET SENSIBILISER LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES SUR L'INTERDICTION DE DISCRIMINATION DANS LA LOCATION D'UN LOGEMENT
PROMOTION DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2022 (FIN)	9953$ (balance payée en 22-23)	Astral Media Affichage, Quebecor, Imagi Affichage	Du 20 mars 2023 au 9 avril 2023	FAIRE LA PROMOTION DE L'UN DES DROITS DE LA CHARTE, ICI LE DROIT DE VIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT SAIN, ET DE L'ENGAGEMENT D'UN GROUPE À PROMOUVOIR ET DÉFENDRE CE DROIT, LUI AYANT PERMIS DE MÉRITER LE PRIX 2022.
PROMOTION DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	1029 $ 199.51 (balance à venir mars 24)	LinkedIn et Twitter Astral Médias (métro, métrovision et abribus)	Novembre 2023 et Mars 2024	FAIRE LA PROMOTION DU DROIT À L'ÉGALITÉ ET CONTRIBUER À LA LUTTE AU RACISME, EN PROMOUVANT LES INITIATIVES FINALISTES DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023
NOUS SOMMES LES CHIENS GUIDES ET D'ASSISTANCE (CAMPAGNE DE CARTES POSTALES)	7950$	Dièse solutions visuelles (graphisme) Joanie Paquet (illustration) Distributions Affiche-Tout inc. (distribution des cartes postales)	Cartes postales mises en présentoir à compter du12 octobre 2023 dans 4 régions, jusqu'à épuisement des cartes	INFORMER ET SENSIBILISER SUR L'OBLIGATION D'ACCOMMODEMENT ET LE DROIT À L'ÉGALITÉ LIÉE À L'ACCÈS AUX LIEUX PUBLICS AVEC UN CHIEN GUIDE OU D'ASSISTANCE COMME MOYEN DE PALLIER UN HANDICAP.

Question 15	**POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2023-2024 :** **A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;** **B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;** **C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.** **FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Aucun

Question 56	**LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2023-2024 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :** **A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;** **B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;** **C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;** **D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2024-2025 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ;** **E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;** **F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE 800, SQUARE VICTORIA, #720 C.P. 156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	300 $/H	MAI 2023 À JANVIER 2024	SERVICES-CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL	17 025 $
Noël et Associés S.E.N.C.R.L. 111, rue Champlain Gatineau, QC, J8X 3R1	300 $/H	AVRIL 2023 À OCTOBRE 2023	CORRESPONDANT DE LA COMMISSION DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA	2 782 $
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. 4, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600, MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300 $/H	AOÛT 2023 À FÉVRIER 2024	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION	12 653 $
TOTAL DES HONORAIRES				**32 460 $**

Question 57	**LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2023 2024.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
Me Francis Meloche	300 $/h	Services-conseil relations de travail	17 025 $
Noël et Associés S.E.N.C.R.L.	300 $/h	Correspondant de la Commission devant la Cour Suprême du Canada	2 782 $
Monette Barakett, s.e.n.c.	300 $/h	Conseiller et accompagner la Commission	12 653 $
Total			32 460 $

Question 108	**Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2023-2024. Pour les plaintes en matière d'accommodements raisonnables, ventiler par motif (religion, handicap, sexe, etc.). Nombre de plaintes devant le Tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la Commission.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE/ BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	NP/NA *	TOTAL 2023-2024 29 FÉVRIER
ÂGE	38	11	14	11	5	1	80
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	48	0	1	0	1	0	50
CONDITIONS SOCIALES	11	20	13	3	4	0	51
CONVICTIONS POLITIQUES	1	0	2	2	1	0	6
ÉTAT CIVIL	10	9	7	2	1	0	29
EXPLOITATION	0	0	3	0	388	0	391
GROSSESSE	32	1	1	1	0	1	36
HANDICAP	169	22	119	48	16	2	376
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	4	1	13	2	1	1	22
LANGUE	12	1	15	1	4	0	33
ORIENTATION SEXUELLE	7	1	6	4	4	0	22
RACE / COULEUR / ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	100	18	91	17	83	1	310
RELIGION	11	0	7	2	4	0	24
SEXE	23	1	17	2	7	1	51
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	7	2	4	1	4	570	588
TOTAL	**473**	**87**	**313**	**96**	**523**	**577**	**2069**
% 2023-2024	**23%**	**4%**	**15%**	**5%**	**25%**	**28%**	**100%**
% 2022-2023	**21 %**	**6 %**	**13 %**	**5 %**	**27 %**	**28 %**	**100 %**

*LE MOTIF ET LE SECTEUR N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

ON CONSTATE, POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE UNE AUGMENTATION DE 13% DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN COMPARAISON À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE NOMBRE PASSANT DE 1825 À 2069.

LE TAUX LE PLUS ÉLEVÉ D'AUGMENTATION SE SITUE AU NIVEAU DU MOTIF LANGUE AVEC 94%. TOUTEFOIS, CELA RESTE MINIME SUR L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION.

LES 3 MOTIFS DE DISCRIMINATION PRÉDOMINANT DANS LES PLAINTES OU LES DÉNONCIATIONS DONT LE MOTIF EST PRÉCISÉ SONT : LES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS EN EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES (26%), LE HANDICAP (25%) ET RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE (21%). LE SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE QUANT À LUI 23% DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET REPRÉSENTE 32% SUR LES PLAINTES CATÉGORISÉES.

L'AUGMENTATION DES PLAINTES SE SITUE PRINCIPALEMENT DANS LES SECTEURS DES ACTES JURIDIQUES/BIENS ET SERVICES AVEC UNE AUGMENTATION DE 26% COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE ET LE SECTEUR DU TRAVAIL AVEC UNE AUGMENTATION DE 23%.

DANS CES DEUX SECTEURS, C'EST LE MOTIF DU HANDICAP, OU MOYEN POUR PALLIER LE HANDICAP QUI TIENNENT LA PLUS GRANDE PROPORTION AVEC 36 ET 39%.

DEMANDE D'ENQUÊTE CHARTE

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2023-2024 29 FÉVRIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	29
BAS-SAINT-LAURENT	25
CAPITALE NATIONALE	143
CENTRE-DU-QUÉBEC	37
CHAUDIÈRE-APPALACHES	46
CÔTE-NORD	10
ESTRIE	101
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	14
LANAUDIÈRE	105
LAURENTIDES	114
LAVAL	92
MAURICIE	41
MONTÉRÉGIE	250
MONTRÉAL	617
NORD-DU-QUÉBEC	2
OUTAOUAIS	71
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	33
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	339
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	**2069**

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2023-2024 29 FÉVRIER
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	13
BAS-SAINT-LAURENT	16
CAPITALE NATIONALE	78
CENTRE-DU-QUÉBEC	13
CHAUDIÈRE-APPALACHES	25
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	55
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	8
LANAUDIÈRE	58
LAURENTIDES	76
LAVAL	61
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	30
MONTÉRÉGIE	140
MONTRÉAL	366
NORD-DU-QUÉBEC	2
OUTAOUAIS	30
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	19
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	30
TOTAL DOSSIERS OUVERTS	**1025**

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

Dossiers fermés Charte

Régions administratives	2023-2024 29 février	2022-2023 28 février
Abitibi-Témiscamingue	30	15
Bas-Saint-Laurent	32	23
Capitale nationale	160	148
Centre-du-Québec	51	41
Chaudière-Appalaches	51	53
Côte-Nord	18	16
Estrie	112	93
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	17	12
Lanaudière	114	115
Laurentides	129	116
Laval	103	94
Mauricie	40	41
Montérégie	260	234
Montréal	663	706
Nord-du-Québec	5	0
Outaouais	77	96
Saguenay-Lac Saint-Jean	37	32
Non précisé ou ne s'applique pas*	90	98
Total dossiers fermes	**1989**	**1933**

*La région n'est pas encore spécifiée ou le plaignant ne réside pas au Québec.

Nombre d'enquêtes initiées par la Commission, selon le motif

	2023-2024 29 février
Exploitation des personnes âgées	17
Exploitation des personnes handicapées	0
Total	**17**

La commission traite des dossiers d'exploitation des personnes âgées et de personnes handicapées, soit à partir du dépôt d'une plainte par la victime elle-même ou à la suite d'une dénonciation faites par un tiers. Dans ce dernier cas, l'enquête est initiée par la Commission.

Au 29 février 2024, la Commission a reçu 391 demandes d'enquête visant une possible situation d'exploitation de personnes âgées ou handicapées. De ce nombre, elle a ouvert 17 enquêtes de sa propre initiative, soit presque moitié moins que l'année précédente. Cette différence s'explique parce que la Commission s'assure maintenant de vérifier le consentement des victimes avant d'ouvrir une enquête qui les concerne. Cette année, 34 personnes visées par une dénonciation ont choisi de porter plainte elles-mêmes après avoir été rencontrées par la Commission, ce qui porte le total des enquêtes à 51 à la suite d'une dénonciation.

Le nombre de demandes introductives d'instance présentées par la Commission devant le tribunal des droits de la personne au 29 février 2024 est de 28. Le nombre de dossiers actifs devant le tribunal est de 58, et ce, pour la période du 1er avril 2023 au 29 février 2024.

NOMBRE DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2023-2024 29 FÉVRIER
ÂGE	0
CONDITION SOCIALE	0
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
GROSSESSE	2
HANDICAP	146
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	1
LANGUE	1
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	3
RELIGION	4
SEXE	1
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS	3
TOTAL	**161**

AU 29 FÉVRIER 2024, LA COMMISSION A REÇU 161 PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE, SOIT RELATIVEMENT SIMILAIRE À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

Question 109	**LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2023-2024 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

1. **SUIVI EN COURS**
2. **RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE**
3. **RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)**

MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 14, *LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ÉDICTANT LA LOI VISANT À AIDER À RETROUVER LES PERSONNES DISPARUES* DEMANDE ENVOI LE 4 AVRIL 2023 COMMISSION DES INSTITUTIONS	3
MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 19, *LOI SUR L'ENCADREMENT DU TRAVAIL DES ENFANTS* INITIATIVE ENVOI LE 8 MAI 2023 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL	3
MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 15, *LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE* INITIATIVE ENVOI LE 23 MAI 2023 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	2
LETTRE AYANT POUR OBJET LES PRÉOCCUPATIONS QUANT AUX DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE FACE À LA MULTIPLICATION DES FERMETURES ET CONVERSIONS DE RÉSIDENCES PRIVÉES POUR AÎNÉS INITIATIVE ENVOI LE 25 MAI 2023 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	1
ENVOI DE COMMENTAIRES ET D'UNE LETTRE AYANT POUR OBJET UNE DEMANDE DE RENCONTRE DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE INITIATIVE ENVOI LE 4 JUILLET 2023 MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	1
LETTRE AYANT POUR OBJET LA CONSULTATION CONCERNANT L'ENCADREMENT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE INITIATIVE ENVOI LE 9 AOUT 2023 MINISTERE L'ÉCONOMIE, DE L'INNOVATION ET DE L'ÉNERGIE CONSEIL DE L'INNOVATION DU QUEBEC	1
LETTRE AYANT POUR OBJET LES COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION SUR LA PLANIFICATION DE L'IMMIGRATION POUR LA PERIODE 2024-2027 INITIATIVE ENVOI LE 8 SEPTEMBRE 2023 MINISTERE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTEGRATION COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS	2
MEMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 32, *LOI INSTAURANT L'APPROCHE DE SECURISATION CULTURELLE AU SEIN DU RESEAU DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX* DEMANDE ENVOI LE 12 SEPTEMBRE 2023 COMMISSION DES INSTITUTIONS	1

MEMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 31, *LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LEGISLATIVES EN MATIERE D'HABITATION* INITIATIVE ENVOI LE 15 SEPTEMBRE 2023 COMMISSION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	3
LETTRE AYANT POUR OBJET LES COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 23, *LOI MODIFIANT PRINCIPALEMENT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET EDICTANT LA LOI SUR L'INSTITUT NATIONAL D'EXCELLENCE EN EDUCATION* INITIATIVE ENVOI LE 3 OCTOBRE 2023 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'EDUCATION MINISTERE DE L'ÉDUCATION	3
LETTRE AYANT POUR OBJET LA NOUVELLE DISPOSITION REGLEMENTAIRE SUR L'HYGIENE DANS LES BIBLIOTHEQUES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE A LA LUMIERE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION EN MATIERE DE PROFILAGE SOCIAL INITIATIVE ENVOI LE 4 DECEMBRE 2023 VILLE DE MONTREAL	1
LETTRE AYANT POUR OBJET LA SUITE DE LA RENCONTRE DE LA COMMISSION AVEC LE COMITÉ DE SAGES SUR L'IDENTITÉ DE GENRE DU 15 JANVIER 2024 DEMANDE ENVOI LE 19 JANVIER 2024 COMITÉ DE SAGES SUR L'IDENTITÉ DE GENRE MINISTÈRE DE LA FAMILLE	1
LETTRE AYANT POUR OBJET LE PROJET DE LOI N° 42, *LOI VISANT A PREVENIR ET A COMBATTRE LE HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE ET LA VIOLENCE A CARACTERE SEXUEL EN MILIEU DE TRAVAIL* INITIATIVE ENVOI LE 25 JANVIER 2024 COMMISSION DE L'ECONOMIE ET DU TRAVAIL MINISTERE DU TRAVAIL	1
MEMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 37, *LOI SUR LE COMMISSAIRE AU BIEN-ETRE ET AUX DROITS DES ENFANTS* DEMANDE ENVOI LE 6 FEVRIER 2024 COMMISSION DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX	1
LETTRE AYANT POUR OBJET LA CONFORMITE A LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTES DE LA PERSONNE DU PROJET DE LOI N° 46, *LOI SUR L'AMELIORATION DE LA PROTECTION DES ENFANTS DANS LES SERVICES DE GARDE EDUCATIFS* INITIATIVE ENVOI LE 20 FEVRIER 2024 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS MINISTERE DE LA FAMILLE	1
CONFORMITE A LA CHARTE QUEBECOISE DES DROITS ET LIBERTES DE LA PERSONNE DU PROJET DE LOI N° 47, *LOI VISANT A RENFORCER LA PROTECTION DES ELEVES* INITIATIVE ENVOI LE 22 FEVRIER 2024 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'EDUCATION MINISTERE DE L'ÉDUCATION	1

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS :

	RÉMUNÉRATION		FONCTIONNEMENT
	PROFESSIONNELS	EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU	
NOMBRE ETC UTILISÉS	**10**	**4**	
ETC TOTAL DES EFFECTIFS RECHERCHE	10,82	4,00	
POURCENTAGE	**92,4%**	**100%**	
RÉMUNÉRATION RCH COMPLÈTE	1 007 252 $	286 493 $	*
RÉMUNÉRATION (SELON NOMBRE ETC…)	**930 917 $**	**286 493 $**	
RÉMUNÉRATION TOTALE CDPDJ	15 384 237 $	15 384 237 $	*
POURCENTAGE	**6.1 %**	**1,9%**	
FRAIS DE DÉPLACEMENT			3 221 $
FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ			130 326 $
POURCENTAGE			**2,5%**
TOTAL DES DÉPENSES RCH (UTILISÉ)			**1 220 630 $**
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ			**19 221 624 $**
POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL CDPDJ			**6.4. %**

* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR

Question 110

Délai moyen de traitement des plaintes.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	7318
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	389
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	77
TOTAL	**7784**

LES DONNÉES AU 29 FÉVRIER 2024, EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, INDIQUENT UNE AUGMENTATION DE 428 DEMANDES AUPRÈS DE LA COMMISSION.

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	2069

ON CONSTATE POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, UNE AUGMENTATION DE 13% DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN COMPARAISON À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	1025

UNE FOIS L'ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ COMPLÉTÉE, LES PLAINTES JUGÉES RECEVABLE MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE. LES DONNÉES, AU 29 FÉVRIER 2024 INDIQUE UNE AUGMENTATION DE 7%.

A NOTER QUE LES DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PLAINTES REÇUES DURANT LA MÊME ANNÉE DE RÉFÉRENCE.

3. DOSSIERS FERMÉS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS	1989

AU 29 FÉVRIER 2024, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2023-2024 A AUGMENTÉ DE 3%, DONC INDIQUE PLUTÔT UNE STABILITÉ COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PASSÉE.

4. Les délais

Sans judiciarisation	2023-2024 (29 fév)
	Total
Délai moyen de traitement de toutes les plaintes (en jours)	255
Délai moyen de traitement des dossiers d'enquête (en jours)	484

Le calcul du délai se fait à partir de tous les dossiers de plainte traités et finalisés pendant la période visée, de la date de réception de la plainte jusqu'à la date à laquelle le dossier est fermé.

Sont exclus du calcul les dossiers étant passé par l'étape de la négociation des mesures de redressement et de la judiciarisation du dossier puisque le contrôle du dossier n'est plus sous la propre et seule autorité de la Commission, une fois la décision rendue.

Les délais moyens de traitement ont diminué par rapport à l'année précédente, et ce malgré l'augmentation du nombre de plaintes et de dénonciation. En effet le délai moyen de traitement des dossiers pour l'ensemble des plaintes a diminué de 82 jours calendrier et celui des dossiers d'enquête a diminué de 40 jours calendrier.

Question 111	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2024, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CEDRICO INC.
MÉDISOLUTION (2009) INC.
PG SOLUTIONS INC.

TOTAL : 3

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CHAR-POL INC.
FERNAND GILBERT LTÉE
LES ENTREPRISES ALFRED BOIVIN INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN
TRANSPORT F. GILBERT LTÉE

TOTAL : 5

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.
BENEVA INC.
BÉTON PROVINCIAL LTÉE
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
CPU SERVICE D'ORDINATEUR INC.
DESCHAMPS IMPRESSION INC.
DUVALTEX (CANADA) INC.
ENGLOBE CORP.
EXFO INC.
IA GROUPE FINANCIER
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
ITI INC.
ITI PLACEMENT RESSOURCES INC.
JULIEN INC.
LANGLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.
LAVERY, DE BILLY, SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
LES SERVICES CONSEILS SYSTÉMATIX INC.
LES SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC.
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MARKETING LÉGER INC.
MCKINNON
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE
MICROSOFT CANADA INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NCR CANADA LTÉE
NORDA STELO INC.
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON
SOLOTECH INC.
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.
SOLUTIONS PETAL INC.
TECHNOCONSEIL (TC) INC.
TRANSITIONS SERVICES CONSEILS INC.
VILLAGE VACANCES VALCARTIER

TOTAL : 35

RA04 : MAURICIE

CANADEL INC.
CONCEPT ÉCO-PLEIN-AIR LE BALUCHON INC.
DUCHESNE & FILS LTÉE
PLURITEC LTÉE
PMT ROY ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS INC.
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.
SERVICES MÉNAGERS TRIFLUVIENS INC.
SIGNALÉTIK INC.
TROIS-RIVIÈRES LOCATION INC.

TOTAL : 9

RA05 : ESTRIE

9477-7604 QUÉBEC INC.
L. P. ROYER INC.
SIGNALISATION DES CANTONS INC.

TOTAL : 3

RA06 : MONTRÉAL

9312-5581 QUÉBEC INC.
ACCEO SOLUTIONS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
AINSWORTH INC.
ARCHITECTURE EVOQ INC.
ASTEK CANADA INC.
BDO CANADA S.R.L-L.L.P.
BITUMAR INC.
CENTRE INVESTIGATION & SÉCURITÉ CANADA INC.
CGI INC.
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
COFOMO INC.
DELOITTE INC.
DOMTAR INC.
EQUIFAX CANADA CO.
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ERNST & YOUNG S.R.L./S.E.N.C.R.L.
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L.
FNX-INNOV INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.
GHD CONSULTANTS LTÉE
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
IBM CANADA LIMITÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
KPMG
LA CIE ÉLECTRIQUE BRITTON LTÉE
LACTALIS CANADA INC.
LGI SOLUTIONS SANTÉ INC.
LIFEWORKS CANADA LTD
MARSH CANADA LIMITÉE
MICHAEL ROSSY LTÉE
MOORE CANADA CORPORATION
MPB COMMUNICATIONS INC.
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
NORMANDIN BEAUDRY, ACTUAIRES CONSEIL INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
QUÉBÉCOR MÉDIA INC.
RAYMOND CHABOT GRANT THORTON & CIE S.E.N.C.R.L.
RAYMOND LANCTÔT LTÉE
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SID LEE INC.
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC.
SOFTCHOICE LP
SONEPAR DISTRIBUTION INC.
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSTRA CANADA INC.
TETRA TECH QI INC.
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
WSP CANADA INC.
XEROX CANADA INC.

TOTAL : 53

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

121352 CANADA INC. (TECHNOSUB)
BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.

TOTAL : 5

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

9152-2458 QUÉBEC INC.
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL LTÉE, DIV. MINES SELEINE

TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
COOP AVANTIS
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
GARAGA INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL NORTH AMERICA INC.
LES ÉQUIPEMENTS D'ÉRABLIÈRE C.D.L. INC.
LES INDUSTRIES DE LA RIVE-SUD LTÉE
MAIBEC INC.
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MARQUIS IMPRIMEUR INC.
MONTEL INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON INC.

TOTAL : 15

RA13 : LAVAL

CIMA+ S.E.N.C.
GROUPE CONTANT INC.
SERVICES INFRASPEC INC.
VALOSPHÈRE ENVIRONNEMENT INC.

TOTAL : 4

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
GROUPE ABS INC.
LES SERVICES EXP INC.
PLASTICASE INC.

TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

CONSORTIUM DUROKING-NEPVEU
LES INVESTISSEMENTS NOLINOR INC.
SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.
STATION MONT-TREMBLANT SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
TEXTRON CANADA LIMITÉE / DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON

TOTAL : 5

RA16 : MONTÉRÉGIE

ADS SIGNALISATION INC.
AGROPUR COOPÉRATIVE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.
BÉTON BRUNET LTÉE
COMPLEXE DE L'AUTO PARK AVENUE INC.
CONSTRUCTION DJL INC.
CULTURES GEN V INC.
ÉTIQUETTES PROFECTA INC.
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE CAMBLI INC.
GROUPE CIVITAS INC.

GROUPE COLABOR INC.
GROUPE LACASSE INC.
INFRASTRUCTEL INC.
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
LES PRODUITS NEPTUNE INC.
LOISELLE INC.
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
SKI BROMONT.COM INC.
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
SOLENO INC.
TECH-MIX, DIVISION DE BAUVAL INC.
UNI-SELECT INC.
YVES ROCHER AMÉRIQUE DU NORD INC.

TOTAL : 26

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
EXCAVATIONS TOURIGNY INC.
INDUSTRIES MACHINEX INC.
LES PRODUITS INDUSTRIELS DE HAUTE TEMPÉRATURE PYROTEK INC.
MÉTALUS INC.
SOPREMA INC.

TOTAL : 5

GRAND TOTAL : 174

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI

ÉDUCATION - CÉGEPS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA

TOTAL : 4

RA03 : CAPITALE-NATIONALE
CÉGEP DE SAINTE-FOY
CÉGEP LIMOILOU
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER- GARNEAU

TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE
CÉGEP DE SHAWINIGAN
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE
CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN

Collège Ahuntsic
Collège de Bois-de-Boulogne
Collège de Maisonneuve
Collège de Rosemont
Collège Gérald-Godin
Dawson College
John Abbott College
Vanier College

Total : 12

RA07 : Outaouais
Cégep Heritage College
Collège de l'Outaouais

Total : 2

RA08 : Abitibi-Témiscamingue
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

Total : 1

RA09 : Côte-Nord
Cégep de Baie-Comeau
Cégep de Sept-Îles

Total : 2

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine
Cégep de la Gaspésie et des Îles

Total : 1

RA12 : Chaudière-Appalaches
Cégep Beauce-Appalaches
Cégep de Lévis
Cégep de Thetford

Total : 3

RA13 : Laval
Collège Montmorency

Total : 1

RA14 : Lanaudière
Cégep de Lanaudière

Total : 1

RA15 : Laurentides
Cégep de Saint-Jérôme
Collège Lionel-Groulx

Total : 2

RA16 : Montérégie
Cégep de Granby Haute-Yamaska
Cégep de Saint-Hyacinthe
Cégep de Sorel-Tracy
Cégep de Valleyfield
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Collège Édouard-Montpetit

Total : 6

RA17 : Centre-du-Québec
Cégep de Drummondville
Cégep de Victoriaville

Total : 2

RA03 : CAPITALE NATIONALE

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE MÉRICI
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE

COLLÈGE LAFLÈCHE

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE MARIE DE FRANCE
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-ANNE
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
INSTITUT DE TOURISME ET D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC
LES ÉCOLES AZRIELI TALMUD TORAH | HERZLIAH
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
VILLA MARIA

TOTAL : 22

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COLLÈGE DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

COLLÈGE LAVAL

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES

ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

TOTAL : 4

ÉDUCATION – CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
CENTRE DES SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4

RA03 : CAPITALE-NATIONALE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON

TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU CŒUR-DES-VALLÉES
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA

TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD

Centre de services scolaire du Fer
Centre de services scolaire du Littoral

Total : 4

RA10 : Nord-du-Québec
Centre de services scolaire de la Baie-James

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine
Centre de services scolaire des Îles
Centre de services scolaire René-Lévesque
Centre des services scolaire des Chic-Chocs
Commission scolaire Eastern Shores

Total : 4

RA12 : Chaudière-Appalaches
Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin
Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud
Centre de services scolaire des Appalaches
Centre de services scolaire des Navigateurs

Total : 4

RA13 : Laval
Centre de services scolaire de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière
Centre de services scolaire des Affluents
Centre de services scolaire des Samares

Total : 2

RA15 : Laurentides
Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord
Centre de services scolaire des Hautes-Laurentides
Centre de services scolaire des Mille-Îles
Centre des services scolaire des Laurentides
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier

Total : 5

RA16 : Montérégie
Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands
Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe
Centre de services scolaire de Sorel-Tracy
Centre de services scolaire des Hautes-Rivières
Centre de services scolaire des Patriotes
Centre de services scolaire des Trois-Lacs
Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs
Centre de services scolaire Marie-Victorin
Centre des services scolaire des Grandes-Seigneuries
Commission scolaire New Frontiers
Commission scolaire Riverside

Total : 11

RA17 : Centre-du-Québec
Centre de services scolaire de la Riveraine
Centre de services scolaire des Bois-Francs
Centre de services scolaire des Chênes

Total : 3

Éducation - Universités

RA01 : Bas-Saint-Laurent
Université du Québec à Rimouski

Total : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

TOTAL : 1

RA03 : CAPITALE-NATIONALE
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL

TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES
POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL

TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

MUNICIPALITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
VILLE D'ALMA
VILLE DE DOLBEAU-MISTASSINI
VILLE DE SAGUENAY

TOTAL : 3

RA03 : CAPITALE-NATIONALE
VILLE DE PONT-ROUGE
VILLE DE QUÉBEC

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE
VILLE DE LA TUQUE
VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

Ville de Magog
Ville de Sherbrooke

Total : 2

RA06 : Montréal
Office municipal d'habitation de Montréal
Ville de Beaconsfield
Ville de Côte-Saint-Luc
Ville de Dollard-des-Ormeaux
Ville de Dorval
Ville de Kirkland
Ville de Mont-Royal
Ville de Montréal
Ville de Pointe-Claire
Ville de Westmount

Total : 10

RA07 : Outaouais
Ville de Gatineau

Total : 1

RA08 : Abitibi-Témiscamingue
Ville d'Amos
Ville de Rouyn-Noranda
Ville de Val-d'Or

Total : 3

RA09 : Côte-Nord
Ville de Baie-Comeau
Ville de Sept-Îles

Total : 2

RA12 : Chaudière-Appalaches
Ville de Lévis
Ville de Saint-Georges
Ville de Thetford Mines

Total : 3

RA13 : Laval
Ville de Laval

Total : 1

RA14 : Lanaudière
Ville de Joliette
Ville de L'Assomption
Ville de Mascouche
Ville de Repentigny
Ville de Terrebonne

Total : 5

RA15 : Laurentides
Ville de Blainville
Ville de Boisbriand
Ville de Deux-Montagnes
Ville de Mirabel
Ville de Mont-Laurier
Ville de Mont-Tremblant
Ville de Rosemère
Ville de Saint-Eustache
Ville de Saint-Jérôme
Ville de Sainte-Thérèse

Total : 10

RA16 : Montérégie
Ville de Beauharnois

Ville de Beloeil
Ville de Boucherville
Ville de Brossard
Ville de Candiac
Ville de Chambly
Ville de Châteauguay
Ville de Granby
Ville de La Prairie
Ville de Longueuil
Ville de Mercier
Ville de Mont-Saint-Hilaire
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
Ville de Saint-Hyacinthe
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
Ville de Saint-Lambert
Ville de Saint-Lazare
Ville de Sainte-Julie
Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Ville de Sorel-Tracy
Ville de Varennes
Ville de Vaudreuil-Dorion

Total : 22

RA17 : Centre-du-Québec
Ville de Bécancour
Ville de Drummondville
Ville de Victoriaville

Total : 3

Régies intermunicipales de police et sûreté du Québec

RA06 : Montréal
Quartier général - Sûreté du Québec

Total : 1

RA15 : Laurentides
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville

Total : 1

RA16 : Montérégie
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent
Régie intermunicipale de police Roussillon

Total : 2

Régies intermunicipales d'incendie

RA16 : Montérégie
Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu

Total : 1

Réseau de la santé et des services sociaux

RA01 : Bas-Saint-Laurent
CISSS du Bas-Saint-Laurent

Total : 1

RA02 : Saguenay—Lac-Saint-Jean
CIUSSS du Saguenay - Lac-Saint-Jean

Total : 1

RA03 : Capitale-Nationale
Centre d'hébergement St-Jean-Eudes Inc.
CHU de Québec
CIUSSS de la Capitale-Nationale
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec - Université Laval
Jardins du Haut Saint-Laurent (1992) Inc.

Total : 5

RA04 : Mauricie

CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec

Total : 1

RA05 : Estrie

CIUSSS de l'Estrie - CHUS

Total : 1

RA06 : Montréal

Centre d'accueil le Programme de Portage inc.
Centre d'hébergement de la Maison-Saint-Joseph inc.
Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine
Centre le Cardinal Inc.
Centre universitaire de santé McGill
Château Westmount Inc.
CHSLD Bayview Inc.
CHSLD Bourget Inc.
CHSLD Providence Notre-Dame de Lourdes Inc.
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal
Clinique communautaire de Pointe-St-Charles
Groupe Champlain Inc.
Groupe Roy Santé Inc.
Hôpital Marie-Clarac des Sœurs de Charité de Ste-Marie (1995) Inc.
Hôpital Shriners pour enfants (Québec) inc.
Institut de cardiologie de Montréal
Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel
Résidence Angelica
Résidence Berthiaume-Du Tremblay
VIGI Santé Ltée
Villa Médica Inc.

Total : 26

RA07 : Outaouais

CISSS de l'Outaouais

Total : 1

RA08 : Abitibi-Témiscamingue

CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue

Total : 1

RA09 : Côte-Nord

CISSS de la Côte-Nord

Total : 1

RA10 : Nord-du-Québec

Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James

Total : 1

RA11 : Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

CISSS de la Gaspésie
CISSS des Îles

Total : 2

RA12 : Chaudière-Appalaches

Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis Inc.
CISSS de Chaudière-Appalaches

Total : 2

RA13 : Laval

CHSLD AGE3 INC.
CISSS DE LAVAL
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.

TOTAL : 4

RA14 : LANAUDIÈRE
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC. (GROUPE SANTÉ ARBEC)
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
CISSS DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 3

RA15 : LAURENTIDES
CISSS DES LAURENTIDES

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
CHSLD ARGYLE INC., LES ÉCLUSES ST-LAMBERT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST

TOTAL : 4

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY

TOTAL : 1

RA03 : CAPITALE-NATIONALE
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE

TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES :
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS

TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : CAPITALE-NATIONALE
AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC (SÉPAQ)
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

TOTAL : 9

RA06 : MONTRÉAL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
EXO - OPÉRATEUR DE TRANSPORT
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC - CRIQ
PARC OLYMPIQUE
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DU CANNABIS
SOQUIJ

TOTAL : 18

RA16 : MONTÉRÉGIE

CDMV INC.

TOTAL : 1

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 345

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **345** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

AU 29 FÉVRIER 2024		TOTAL DES ORGANISMES		ÉDUCATION								SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ET SÛRETÉ DU QUÉBEC		RÉGIE INTERMUNICIPALE D'INCENDIE		RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	
				CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGEPS		UNIVERSITÉS													
	TOTAL	**345**		**70**		**39**		**48**		**19**		**29**		**72**		**8**		**4**		**1**		**55**	
ÉTAPES DES PROGRAMMES (PAÉE)		**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**	**NBRE**	**%**
	ANALYSE DES EFFECTIFS	**4**	**1.2%**		%	1	2.6%		%		%	1	3.4%	1	%		%		%	1	100.0%		%
	ÉLABORATION	**3**	**0.9%**		%		%		%		%	2	6.9%	1	%		%		%		%		%
	IMPLANTATION 1	**16**	**4.6%**		%	1	2.6%		%		%		%	15	%		%		%		%		%
	IMPLANTATION 2	**26**	**7.5%**		%		%		%		%	4	13.8%		%	2	25.0 %	1	25.0%		%	19	34.5 %
	IMPLANTATION 3	**106**	**30.7%**		%	14	35.9%	5	10.4%	8	42.1%	13	44.8%	27	%	1	12.5 %	2	50.0%		%	36	65.5 %
	IMPLANTATION 4	**187**	**54.2%**	70	100.0 %	20	51.3%	43	89.6%	11	57.9%	9	31.0%	28	%	5	62.5 %	1	25.0%		%		%
	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION	**3**	**0.9%**		%	3	7.7%		%		%		%		%		%		%		%		%

Question 112

ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

41 SÉANCES DE FORMATION OU D'INFORMATION ABORDANT EN TOUT OU EN PARTIE LE RACISME ET LE LOGEMENT ONT ÉTÉ OFFERTES ET ONT REJOINT 1 191 PERSONNES.

	Nombre de formations dispensées	Nombre de personnes
Total	**41**	**1 191**
Montréal	19	407
Laval	4	56
Capitale-Nationale	2	35
Centre-du-Québec	1	20
Montérégie	0	0
Saguenay – Lac-Saint-Jean	0	0
Chaudière-Appalaches	0	0
Multiples régions	9	440
Estrie	0	72
Mauricie	3	84
Bas-Saint-Laurent	2	43

LA COMMISSION A RELANCÉ EN MARS ET AVRIL 2023 SA CAMPAGNE À LOUER SANS DISCRIMINER AVEC DE NOUVELLES DÉCLINAISONS. TROIS CAPSULES DE 30 SECONDES ONT ÉTÉ DIFFUSÉES DE MANIÈRE PAYANTE SUR LES PLATEFORMES FACEBOOK, INSTAGRAM ET YOUTUBE ET DE MANIÈRE ORGANIQUE SUR TWITTER ET LINKEDIN. UNE DES CAPSULES A ÉGALEMENT ÉTÉ DIFFUSÉE PENDANT 3 SEMAINES EN MARS 2023 (PÉRIODE PRÉCÉDENTE MAIS PAYÉE EN 2023-24) SUR LA PLATEFORME TVA EN RATTRAPAGE

LA RELANCE COMPRENAIT ÉGALEMENT DES AFFICHES DANS LE MÉTRO DE MONTRÉAL ET SUR LES ABRIBUS DE SHERBROOKE, QUÉBEC ET MONTRÉAL AINSI QUE DE PLUS PETITES AFFICHES DANS LES BARS ET RESTAURANTS DE L'ENSEMBLE DU QUÉBEC, SENSIBILISANT LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES SPÉCIFIQUEMENT SUR LA DISCRIMINATION SUR LES MOTIFS RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE ET NATIONALE, DANS LA RECHERCHE DE LOCATAIRE OU DE LOGEMENT.

EN AOÛT 2023, NOUS AVONS RELANCÉ LA PORTION AFFICHAGE DE LA CAMPAGNE DANS LE RÉSEAU D'AUTOBUS DE TROIS-RIVIÈRES ET SA RÉGION MÉTROPOLITAINE. UNE COMMUNICATION AUX MÉDIAS LOCAUX ET RÉGIONAUX DE MAURICIE CENTRE-DU-QUÉBEC A ÉGALEMENT ÉTÉ EFFECTUÉE DANS LE CADRE DE CETTE RELANCE RÉGIONALE.

EN NOVEMBRE 2023 UNE COURTE CAPSULE VIDÉO A ÉTÉ DIFFUSÉE SUR FACEBOOK ET INSTAGRAM CONCERNANT LA DISCRIMINATION DANS LE LOGEMENT POUR L'ENSEMBLE DES MOTIFS.

Question 113	**POUR 2023-2024, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE, DANS SES INTERVENTIONS AVEC LES EMPLOYEURS, AFIN DE FAIRE VALOIR LES AVANTAGES DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOICI L'ÉTAT DE LA SITUATION POUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (PAÉE) DES ORGANISMES PUBLICS QUI SONT ACTIFS À LA COMMISSION AINSI QUE LES INTERVENTIONS FAITES PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION AUPRÈS DE CES ORGANISMES:

PROGRAMMES DE LA LOI (LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS - LAÉE)

- LE 29 FÉVRIER 2024, 345 PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (PAÉE) PROVENANT D'ORGANISMES PUBLIQUE ASSUJETTIS À LA LOI ÉTAIENT ACTIFS À LA COMMISSION. LA MAJORITÉ DE CES ORGANISMES SONT ACTUELLEMENT À LA 3E OU 4E ÉTAPE D'IMPLANTATION LEUR PROGRAMME.

- ENTRE LE 1ER AVRIL 2023 ET LE 29 FÉVRIER 2024, LES CONTENUS DES 180 PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI) ONT ÉTÉ VÉRIFIÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION).

- VOICI LA RÉPARTITION DES 180 PROGRAMMES PAR RÉSEAU QUI ONT ÉTÉ VÉRIFIÉS ET DÉCLARÉS CONFORME À LA LOI:

    - 5 CENTRES DE SERVICES SCOLAIRES ET COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES;
    - 44 CÉGEPS;
    - 22 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS;
    - 11 UNIVERSITÉS;
    - 44 MUNICIPALITÉS;
    - 2 RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE;
    - 11 SOCIÉTÉS D'ÉTAT;
    - 4 SOCIÉTÉS DE TRANSPORT;
    - 37 RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

- NOTONS QUE DURANT CETTE MÊME PÉRIODE, UN NOUVEL ORGANISME PUBLIC A ÉTÉ ASSUJETTI À LA LOI, SOIT L'INSTITUT D'HÔTELLERIE ET DE TOURISME AU QUÉBEC. CET ORGANISME PUBLIC EST ACCOMPAGNÉ PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION AFIN DE DÉBUTER LA MISE EN ŒUVRE DE LEUR PROGRAMME.

PROGRAMMES DES OBC-POC (PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE)

- LE 29 FÉVRIER 2024, 174 PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI RÉSULTANT D'UNE OBLIGATION CONTRACTUELLE AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ÉTAIENT ADMINISTRÉS PAR LA COMMISSION. LA MAJORITÉ DE CES ENTREPRISES SONT DANS LA PHASE D'IMPLANTATION DE LEUR PROGRAMME.

- ENTRE LE 1ER AVRIL 2023 ET LE 29 FÉVRIER 2024, LES CONTENUS DES 144 PROGRAMMES OBC-POC ONT ÉTÉ TRAITÉS OU VÉRIFIÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION.

- NOTONS QUE DURANT CETTE MÊME PÉRIODE 28 NOUVEAUX EMPLOYEURS ONT DÉBUTÉ LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME. CEUX-CI SONT ACCOMPAGNÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION AFIN DE DÉBUTER LA MISE EN ŒUVRE DE LEUR PROGRAMME.

- ENFIN, 25 DOSSIERS OBC-POC ONT ÉTÉ FERMÉS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR SUITE AUX DÉMARCHES EFFECTUÉES PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION.

PROGRAMMES VOLONTAIRES

- LE 29 FÉVRIER 2024, 20 PROGRAMMES VOLONTAIRES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI ÉTAIENT ACTIFS À LA COMMISSION. LA MAJORITÉ DES ORGANISMES APPLIQUANT UN PROGRAMME VOLONTAIRE SONT DANS LA PHASE DIAGNOSTIQUE DE LEUR PROGRAMME.

- ENTRE LE 1ER AVRIL 2023 ET LE 29 FÉVRIER 2024, LES CONTENUS DE HUIT PROGRAMMES VOLONTAIRES ONT ÉTÉ TRAITÉS OU VÉRIFIÉS PAR LE PERSONNEL DE LA COMMISSION.

- NOTONS QUE PARMI CES HUIT PROGRAMMES VOLONTAIRES, SEPT SONT DE NOUVEAUX PROGRAMMES.

FORMATION GÉNÉRALE EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI

- ENTRE LE 1ER AVRIL 2023 ET LE 29 FÉVRIER 2024, LES FORMATIONS SUIVANTES ONT ÉTÉ OFFERTES :

  - JEUDI 6 AVRIL 2023 - FORMATION DESTINÉE AUX REPRÉSENTANTS ET REPRÉSENTANTES DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI.
    - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 20
  - 4 MAI 2023 – FORMATION SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DESTINÉE AUX 5 ET AUX REPRÉSENTANTES DES ENTREPRISES PRIVÉES.
    - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 10
  - 2 JUIN 2023 – FORMATION GÉNÉRALE SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI OUVERTE AU PUBLIC.
    - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 16
  - 5 OCTOBRE 2023 - FORMATION DESTINÉE AUX REPRÉSENTANTS ET REPRÉSENTANTES DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI.
    - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 7
  - 2 NOVEMBRE 2023 – FORMATION SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DESTINÉE AUX REPRÉSENTANTS ET AUX REPRÉSENTANTES DES ENTREPRISES PRIVÉES.
    - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 36
  - 7 DÉCEMBRE 2023 – FORMATION GÉNÉRALE SUR LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI OUVERTE AU PUBLIC.
    - NOMBRE DE PARTICIPANTS : 7

Question 114	**POUR 2023-2024, INDIQUER L'ENSEMBLE DES ACTIONS ET MESURES DÉPLOYÉES PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE AFIN DE RENFORCER SES PARTENARIATS AVEC LES ORGANISMES SPÉCIALISÉS DANS L'INTÉGRATION ET LE MAINTIEN DES MINORITÉS VISIBLES EN EMPLOI.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

La Commission a établi des partenariats externes avec des organismes spécialisés en emploi et d'autres voués à la défense des droits des femmes par la création d'un Comité PAÉE pour les femmes au sein duquel siègent plusieurs organismes. Le mandat de ce comité est d'éliminer la sous-représentation des femmes dans les emplois cadres de la direction, les emplois professionnels et les métiers traditionnellement masculins visés par les programmes d'accès à l'égalité en emploi. Une rencontre a eu lieu le 16 novembre 2023 avec les membres du comité.

Les 17 organismes partenaires faisant partie de ce comité sont :

- Action travail des femmes;
- Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail;
- Centre des femmes de Montréal;
- Regroupement des organismes spécialisés pour l'emploi des personnes handicapées (ROSEPH);
- Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations (CDRHPNQ) - Centre de service en emploi et formation Montréal;
- Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI);
- Afrique au Féminin;
- Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI);
- Lanaudière économique;
- Ville de Montréal – Responsable RH du PAÉE;
- Réseau d'action pour l'équité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ);
- Table des groupes de femmes de Montréal;
- Conseil des Montréalaises;
- Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ);
- Représentante des femmes pour les métiers non traditionnels;
- Secrétariat à la condition féminine (membre observateur);
- Conseil du statut de la femme (membre observateur).

La Commission a participé à plusieurs présentations ou activités professionnelles afin d'expliquer les programmes et les orientations de la Commission en matière d'accès à l'égalité en emploi. Nos participations provenaient d'invitations ou de demandes de collaboration avec divers organismes publics assujettis à la Loi, d'organismes spécialisés en accès à l'égalité, en diversité, en emploi ou dans la défense des droits des groupes visés. La participation de la Commission à ces activités vise notamment à augmenter notre présence à l'extérieur de la Commission et de raffermir les liens avec nos principaux partenaires existants. Ces activités sont les suivantes :

- 3 avril 2023 - Représentation de la Commission au Colloque Réflexion l'ÉDI dans l'écosystème de la recherche au Québec;
- 4 mai 2023 – Présentation des programmes à la Commission de la construction du Québec;
- 15 mai 2923 – Rencontre avec l'ÉNAP pour expliquer les programmes et planifier une offre de stage;
- Mi-août 2023 – Rencontre avec le SCT pour discuter du programme d'accès à l'égalité en emploi de la fonction publique du Québec;
- 1er septembre 2023 – Rencontre de la table d'experts universitaires spécialisés en accès à l'égalité en emploi pour discuter du contenu du rapport triennal en accès à l'égalité 2019-2022.
- Mi-septembre 2023 - Enregistrement vidéo sur les PAÉE pour L'UNIVERSITÉ TELUQ destiné aux étudiants du cours de l'Équité en emploi/Équité salariale;
- Mi-septembre 2023 – Présentation des programmes au Barreau du Québec;
- 6 octobre 2023 - Participation au colloque organisé par L'Université du Québec à Rimouski, sur la gestion de l'équité, la diversité et l'inclusion en milieu du travail au Canada;
- 19 octobre 2023 – Mini-conférence sur l'Équité Diversité Inclusion (EDI);

- 2 novembre 2023– Participation à Montréal Mosaïque Inclusive dans le cadre du Colloque pour promouvoir la diversité, l'inclusion sociale et l'interculturalité dans la Ville de Montréal;
- 2 novembre 2024 – Présentation des programmes au Carrefour Jeunesse-Emploi de Rosemont Petite-Patrie;
- 14 novembre 2023 – Participation au Panel sur la diversité organisée par le RIQEDI;
- 20 novembre 2023 – Présentation des programmes aux organismes spécialisés en emploi des personnes autochtones (CDRHPNQ);
- 22 novembre 2023 – Présentation des programmes aux étudiants du cours de Gestion de la diversité de la main-d'œuvre de l'Université Laval.
- 6 décembre 2023 – Présentation des programmes à la Sûreté du Québec;
- 10 janvier 2024 – Présentation des programmes et discussions sur les emplois traditionnellement masculins à la Ville de Montréal;
- 9 février 2024 - Représentation de la Commission et panéliste au Forum des organisations sur L'ÉDI : de la théorie à la pratique.

Question 115	**POUR 2023-2024, INDIQUER LE NOMBRE D'ORGANISMES PUBLICS QUI ONT SOUMIS UN QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QU'ILS ONT EUX-MÊMES MODIFIÉ, POUR APPROBATION À LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ENTRE LE 1ER AVRIL 2023 ET LE 29 FÉVRIER 2024, AUCUN ORGANISME N'A CONSULTÉ LA COMMISSION POUR OBTENIR UNE APPROBATION DE LEUR QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION QU'IL AVAIT MODIFIÉ.

SI UN ORGANISME NOUS CONSULTE SUR CE SUJET, LA COMMISSION RECOMMANDE À TOUS LES EMPLOYEURS D'UTILISER LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION QU'ELLE A PRODUIT, CAR SES OUTILS SONT CONFORMES À LA CHARTE QUÉBÉCOISE ET EXEMPTS DE TOUT ÉLÉMENT POTENTIELLEMENT DISCRIMINATOIRE ENVERS LES MEMBRES DES GROUPES VISÉS.

LA COMMISSION NE RECOMMANDE PAS DE MODIFIER LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION QU'ELLE PROPOSE, CAR ELLE NE PEUT PAS EN GARANTIR LE CONTENU NI SOUTENIR LES AJOUTS OU MODIFICATIONS EFFECTUÉS PAR UN EMPLOYEUR.

Question 116	**DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION QU'ELLE MÈNE ACTUELLEMENT EN LIEN AVEC LA POSSIBILITÉ D'AJOUTER LES SOUS-GROUPES AUX MINORITÉS VISIBLES DANS SON QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION, QUE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE INDIQUE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONSULTÉS ET LA DATE ET DURÉE DE CHACUNE DE SES RENCONTRES.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AU NIVEAU PROVINCIAL, L'AJOUT DE SOUS-GROUPES DANS LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION DU PERSONNEL N'EST ACTUELLEMENT PAS AUTORISÉ. LES GROUPES SONT LIMITÉS À CEUX MENTIONNÉS DANS LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS (LAÉE).

LORS DE LA PUBLICATION DE SON RAPPORT ANNUEL SUR LES MINORITÉS VISIBLES, QUI A EU LIEU EN JANVIER 2023, UN DES ENGAGEMENTS DE LA COMMISSION EST DE MENER UNE RÉFLEXION SUR L'AJOUT DES SOUS-GROUPES DANS LE QUESTIONNAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION DU PERSONNEL AUX GROUPES VISÉS PAR LA LAÉE, NOTAMMENT POUR LES MINORITÉS VISIBLES. L'OBJECTIF EST DE FACILITER LA DÉMARCHE D'AUTO-IDENTIFICATION DU PERSONNEL DES ORGANISMES PUBLICS.

LA RÉFLEXION SUR CET ENJEU A DÉBUTÉ EN MARS 2023 PAR DES DISCUSSIONS AVEC LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT À LA COMPRÉHENSION DE LA DÉFINITION D'UNE PERSONNE AUTOCHTONE ET DE SES SOUS-GROUPES (MEMBRE D'UNE PREMIÈRE NATION, MÉTIS DU CANADA ET INUK).

D'AUTRES RENCONTRES ET DISCUSSIONS SONT À VENIR ENTRE DIVERS MINISTÈRES QUÉBÉCOIS ET LA COMMISSION AFIN D'ÉVALUER LA FAISABILITÉ ET LES IMPACTS DE L'AJOUT DE CES GROUPES DANS LES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI.

Question 117	**Pour 2022-2023 et 2023-2024, indiquer les actions et mesures mises en œuvre par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour attirer l'attention des employeurs et des organismes publics sur les micro-agressions.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

La Commission aborde la question des micro-agressions dans plusieurs de ses formations et outils de formation. Nous l'abordons notamment lorsque l'on traite de racisme, de harcèlement discriminatoire, de l'impact des biais inconscients sur la discrimination et des droits des minorités sexuelles et de genre.

Plus particulièrement 51 activités d'éducation ont abordé la question des micro-agressions pour 2023-2024 et 30 activités en 2022-2023

Question 118	**NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2023-2024. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D'INTERVENTION EN JEUNESSE

MOTIFS D'INSATISFACTION	2023-2024 (29 FÉV)
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	66
DÉCISION PRISE DANS L'INTÉRÊT DE L'ENFANT	51
DPJ	1
ENTENT PROVISOIRE	0
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	54
ÉVALUATION ET ORIENTATION	21
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	0
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	0
LSJPA SERVICES SOCIAUX	1
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	6
MILIEU SUBSTITUT	106
ORDONNANCE	16
SERVICES SOCIAUX*	126
SIGNALEMENT	49
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	38
NON PRÉCISÉ	157
TOTAL	**692**

* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D'ÉDUCATION

AU 29 FÉVRIER 2024, 692 DEMANDES D'ENQUÊTE ONT ÉTÉ REÇUES À LA COMMISSION, UN BOND SUBSTANTIEL COMPARATIVEMENT AUX 379 DEMANDES REÇUES À PAREILLE PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE. LE DROIT AUX SERVICES ADÉQUATS ET REQUIS EST LE MOTIF D'INSATISFACTION POUR LEQUEL LA COMMISSION A ÉTÉ LE PLUS INTERPELLÉ CETTE ANNÉE (18,2%). LES PRÉOCCUPATIONS EXPRIMÉES CONCERNANT LE DROIT D'ÊTRE HÉBERGÉ DANS UN MILIEU SUBSTITUT RÉPONDANT AUX BESOINS DE L'ENFANT OCCUPENT LE DEUXIÈME RANG (15,3%). LE RESPECT DU DROIT À DES CONTACTS AVEC DES PERSONNES SIGNIFICATIVES LORSQUE PLACÉ DANS UN MILIEU SUBSTITUT OCCUPENT LA TROISIÈME PLACE QUANT AUX MOTIFS D'INSATISFACTION SOULEVÉES (9,5%). LES DEMANDES DONT LE MOTIF PRINCIPAL D'INSATISFACTION EST NON PRÉCISÉ SONT DES DEMANDES QUI EN SONT AU DÉBUT DU TRAITEMENT, LES MOTIFS D'INSATISFACTION ÉTANT DÉTERMINÉS À LA FIN DE L'ÉTAPE DE LA RECEVABILITÉ.

DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2023-2024 (29 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	16
BAS-SAINT-LAURENT	21
CAPITALE-NATIONALE	36
CHAUDIÈRE-APPALACHES	39
CÔTE-NORD	6
ESTRIE	52
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12
LANAUDIÈRE	41
LAURENTIDES	88
LAVAL	30
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	108

RÉGION ADMINISTRATIVE	2023-2024 (29 FÉV)
MONTÉRÉGIE	77
MONTRÉAL	93
NORD-DU-QUÉBEC	17
OUTAOUAIS	24
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	32
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	**692**

LES DONNÉES RELATIVES AUX DEMANDES DE LA POPULATION SELON LA RÉGION, EN DATE DU 29 FÉVRIER 2024, PERMETTENT DE CONSTATER QUE LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS DE DEMANDES D'INTERVENTION SONT, DANS L'ORDRE, LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (15,6%), LA RÉGION DE MONTRÉAL (13,4%%), LES LAURENTIDES (12,7%) ET LA MONTÉRÉGIE (11,1%). PARMI LES RÉGIONS QUI ONT CONNUES LES PLUS FORTES AUGMENTATIONS, NOTONS L'ESTRIE ET LA RÉGION DE CHAUDIÈRE-APPALACHES. PARMI LES RÉGIONS DONT LE NOMBRE DE DEMANDES A DIMINUÉ DE FAÇON SIGNIFICATIVE NOUS RETROUVONS LA CÔTE-NORD, LA RÉGION DE LAVAL ET LA RÉGION DE MONTRÉAL.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2023-2024 (29 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9
BAS-SAINT-LAURENT	8
CAPITALE-NATIONALE	12
CHAUDIÈRE-APPALACHES	7
CÔTE-NORD	1
ESTRIE	9
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4
LANAUDIÈRE	13
LAURENTIDES	27
LAVAL	14
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	48
MONTÉRÉGIE	27
MONTRÉAL	30
NORD-DU-QUÉBEC	14
OUTAOUAIS	3
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	11
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	**237**

AU 29 FÉVRIER 2024, DES 692 DEMANDES REÇUES, 237 ONT FAIT L'OBJET D'UNE OUVERTURE D'ENQUÊTE. UNE DEMANDE D'ENQUÊTE EST JUGÉE RECEVABLE LORSQUE LES FAITS RAPPORTÉS SONT EN LIEN AVEC UN DROIT D'UN ENFANT OU D'UN GROUPE D'ENFANTS QUI SERAIENT LÉSÉS ET QUI NE FONT PAS L'OBJET D'UN RECOURS OU D'UN JUGEMENT EN CHAMBRE DE LA JEUNESSE. LES PERSONNES REQUÉRANTES DONT LES DEMANDES SONT NON RECEVABLES SONT DIRIGÉES, AU BESOIN, VERS D'AUTRES RESSOURCES.

LES RÉGIONS LES PLUS ENQUÊTÉES SONT LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (20,2%), LA RÉGION DE MONTRÉAL (12,7%), LES LAURENTIDES (11,4%) ET LA MONTÉRÉGIE (11,4%). À NOTER LA FORTE HAUSSE DU TAUX PROPORTIONNEL DE LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC, QUI A CONNU UNE HAUSSE DE 8% DU TAUX PROVINCIAL ALORS QUE LA RÉGION DE MONTRÉAL A CONNU UNE BAISSE DE 8%.

LE NOMBRE DE SITUATIONS EN VERTU DESQUELLES LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 80, UNE DONNÉE SIMILAIRE À CELLE DE L'ANNÉE DERNIÈRE (75), MAIS SIGNIFICATIVEMENT PLUS IMPORTANTE QUE L'ANNÉE 2021-2022 (38).

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2023-2024 (29 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	12
BAS-SAINT-LAURENT	3
CAPITALE-NATIONALE	8
CHAUDIÈRE-APPALACHES	8
CÔTE-NORD	6
ESTRIE	11
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5
LANAUDIÈRE	13
LAURENTIDES	20
LAVAL	14
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	59
MONTÉRÉGIE	30
MONTRÉAL	47
NORD-DU-QUÉBEC	4
OUTAOUAIS	4
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	10
NON PRÉCISÉ*	0
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	**254**

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC

ENTRE LE 1ER AVRIL 2023 ET LE 29 FÉVRIER 2024, LA COMMISSION A COMPLÉTÉ 254 ENQUÊTES JEUNESSE, CE QUI REPRÉSENTE UNE AUGMENTATION PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE L'ANNÉE DERNIÈRE (199 FERMETURES) OU ENCORE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (237).

Question 119	**LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2023-2024.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Les recommandations suivantes ont été émises aux différents ministères à titre de mis-en-cause dans une enquête individuelle ou systémique ou en application de la disposition 23 e) de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Par ailleurs, des recommandations ont été émises à différents ministères à la suite du dépôt de deux rapports d'enquêtes systémiques. Le premier rapport fait état d'une enquête réalisée dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean en 2017 et le deuxième rapport porte sur la situation des enfants Inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava en 2021.

Ces dossiers sont toujours actifs à la Commission.

Enquêtes systémiques

Enquête systémique concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean

Le 22 août 2017, la Commission était d'avis que l'enquête concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay-Lac-St-Jean avait mis en lumière des lacunes et des manquements majeurs quant aux processus d'intervention et de prise de décisions, de l'encadrement et de la formation des intervenants, ainsi que des outils cliniques dont ils disposent afin de participer à la réalisation du mandat de la DPJ.

Au terme de son enquête, la Commission avait émis vingt-trois (23) recommandations dont six (6) adressées à la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et saines habitudes de vie de l'époque. **Malgré l'engagement du MSSS à mettre en œuvre ces recommandations, une d'entre elles est toujours en suivi par la Commission, n'ayant pas été complètement réalisée depuis août 2017.**

Recommandation quant à la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse

Des normes doivent être suivies par les intervenants en protection de la jeunesse du Québec relativement à la rétention et le traitement des signalements, ainsi qu'au cours de l'évaluation des situations et de l'orientation des enfants concernés. Celles-ci se retrouvent notamment dans les documents suivants :

- Les Protocoles : réception et traitement des signalements, évaluation et orientation : suite au rapport sur l'analyse des activités de réception et de traitement des signalements, et d'évaluation et d'orientation en protection de la jeunesse (Rapport Harvey), élaborés en 1988;
- Les Orientations relatives aux standards d'accès, de continuité, de qualité, d'efficacité et d'efficience, prévues dans l'Offre de service 2007-2012 du Programme services jeunes en difficulté révisé en 2010;
- Le Manuel de référence sur la protection de la jeunesse révisé en 2010;
- Les Indicateurs de gestion en santé et services sociaux inclus dans le Plan stratégique du MSSS 2015-2020.

Des écarts existent entre les normes proposées et l'évolution des standards, pratiques, et le respect de la Loi en matière de protection de la jeunesse. Depuis ce constat réalisé à la suite de cette enquête systémique, plusieurs enquêtes de la Commission ont mis en évidence des lésions de droit dont les enfants sont victimes à cause de standards de pratique qu'il est urgent de réviser.

Le 15 août 2019, après deux années de suivis auprès du MSSS et prenant acte que :

- Selon le Ministère, les travaux d'un groupe d'intervention tactique (GIT) mis en place par le MSSS sont en cours de réalisation;
- Le Ministère affirme que dans le cadre des travaux du GIT, la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse a été inscrite comme action prioritaire au plan d'action Agir sur les conditions d'accès, de qualité et de continuité des services de protection de la jeunesse puis inscrite à un grand chantier ministériel;

- Les travaux en cours seraient à leur seconde phase, soit la collecte et la synthèse des données et que les groupes de travail seront formés afin de documenter l'ensemble des changements ayant un impact sur l'intervention en protection de la jeunesse;

La Commission reconduit le suivi de cette recommandation et demande au MSSS de déposer auprès de la Commission en échéancier détaillé. Un document intitulé *Plan de travail – Révision des standards de pratique en protection de la jeunesse* a été reçu en octobre 2019 ainsi que l'échéancier prévoyant la fin des travaux de révision des standards de pratique en protection de la jeunesse en avril 2021. Le dernier état de situation officiel a été reçu à la Commission le 11 janvier 2022. Des échanges supplémentaires sur l'avancement des travaux ont eu lieu par la suite.

La Commission constate l'inscription d'actions concernant cette recommandation dans l'état d'avancement des travaux quant à la mise-en-œuvre des recommandations de la Commission Laurent. Nous poursuivons le suivi de cette recommandation mais déplore que, considérant l'importance de cette recommandation dans le système de protection de la jeunesse, elle ne soit pas encore mise en œuvre **plus de six ans plus tard**.

La Commission a fait un suivi auprès de la Directrice Nationale de la protection de la jeunesse le 3 mars dernier et est en attente d'un retour.

Enquête sur la situation des enfants Inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava

En mai 2021, la Commission met en lumière la situation d'enfants inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Unité Ulluriaq filles et Unité Ulluriaq garçons) ainsi que dans les unités de réadaptation de Salluit et d'Inukjuak.

L'enquête a permis de constater de sérieuses lacunes au sujet des services reçus à l'application des mesures, soit les délais ainsi que le manque de participation de tous les acteurs impliqués dans l'élaboration des plans d'intervention, l'absence de rencontres en personne entre le jeune et son intervenant à l'application des mesures, l'impraticabilité des interventions systémiques familiales, et les difficultés logistiques et cliniques rattachées à la réintégration du jeune dans sa communauté.

L'enquête a également révélé que les pratiques de surveillance et de restriction des conversations entre jeunes de la DPJ du CIUSSS-ODIM, l'absence de traduction des codes de vie des unités de réadaptation du CIUSSS-ODIM en inuktitut et de banque d'interprètes pour les éducateurs et l'absence de règle claire et explicite dans les codes de vie des unités de réadaptation et directives de la DPJ du CIUSSS-ODIM, relatifs à la surveillance des conversations entre jeunes hébergés contreviennent aux droits des jeunes inuit à la préservation de leur identité culturelle et à l'usage libre et sans contrainte de leur langue.

Enfin, elle a permis de démontrer que les jeunes inuit hébergés dans les unités de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-L'Île-de-Montréal ne recevaient pas de scolarisation qualifiante, tout comme ceux qui sont hébergés dans les unités de réadaptation sous l'autorité du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava situées à Dorval.

Au terme de l'enquête, la Commission émet 32 recommandations dont certaines adressées au **ministre de l'Éducation du Québec**.

Ainsi, la Commission a effectué le suivi des recommandations suivantes :

1. Trouver une solution durable à la question de l'admissibilité à l'enseignement en anglais des enfants Inuit hors territoire, et, plus précisément, les enfants hébergés par un directeur de la protection de la jeunesse;
2. Mettre en place un mécanisme de surveillance de la scolarisation des jeunes Inuit hors territoire afin de s'assurer qu'aucun enfant ne se retrouve dans une situation de non-fréquentation scolaire par défaut d'obtenir une déclaration d'admissibilité à l'enseignement en anglais;
3. Élaborer un guide synthèse accompagné d'une formation destinée aux partenaires impliqués afin d'expliquer les démarches à entreprendre et les responsabilités des différentes parties;
4. Intégrer et recueillir des données sur les enfants autochtones, notamment relativement aux demandes d'admissibilité à l'enseignement en anglais et à leur fréquentation scolaire.

Le suivi des recommandations 1,2 et 3 ont été jugées satisfaisantes par la Commission. Cependant, nous sommes toujours en attente d'un avancement en ce qui à trait à la recommandation 4, le MEQ se disant incapable de remplir les exigences liées à cette recommandation. La Commission est à analyser les solutions alternatives proposées par le MEQ.

De plus, la Commission fait les recommandations suivantes, en vertu de l'article 23 e)

Au **ministre délégué à la Santé et aux Services Sociaux** :

- Que, conformément à l'Appel à l'action 116 de la CERP, le MSSS développe, en collaboration avec les communautés autochtones, des orientations et lignes directrices au sujet des soins culturellement sécurisants pour les jeunes autochtones fréquentant les centres de réadaptation du système québécois de protection de la jeunesse et des outils cliniques validés auprès d'eux.

Au **ministre de la Justice** :

- De débuter des travaux législatifs et réglementaires au sujet des dispositions la CLF concernant l'admissibilité à l'enseignement en anglais des jeunes autochtones résidant à l'extérieur de leur territoire, l'objectif étant de faciliter et d'assurer leur accès à l'éducation et de respecter leurs droits fondamentaux lorsque leur situation est prise en charge en vertu de la LPJ.

À la **Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik :**

De créer un système de réadaptation autonome au Nunavik, permettant d'y héberger tous les enfants inuit résidant sur son territoire, et de lui faire état de son plan d'action, pour le plus grand intérêt des enfants inuit.

Le 23 juin 2021, la Commission est informée par le ministère de la Santé et des services sociaux qu'un groupe de travail a été mis sur pied afin d'examiner les dispositions spécifiques aux enfants et aux familles des Premières Nations et Inuit dans la LPJ. De plus, le MSSS a demandé au CSSSPNQL de réfléchir à une approche impliquant différents partenaires des Premières Nations pour mettre en œuvre les appels à l'action 115 et 116 de la CERP. Ils sont en attente d'une proposition de la CSSSPNQL à cet égard. Enfin, le MSSS s'est engagé à élaborer un plan de formation dans le cadre de la démarche gouvernementale pilotée par le Secrétariat aux affaires autochtones. Nous n'avons pas reçu plus d'informations à cet égard.

Le 11 mai 2022, le Ministre délégué à la jeunesse, Lionel Carmant, transmet une correspondance aux PDG des CISSS, des CIUSSS et du Centre régional de santé et des services sociaux de la Baie-James ainsi qu'à la directrice générale de la Régie régionale de la santé et des Services sociaux du Nunavik et au directeur général du Conseil Cri de la santé et des services sociaux à l'effet qu'un établissement doit s'assurer d'avoir recours à tous les moyens possibles pour la sécurisation culturelle des usagers avant de restreinte les communications dans leur langue maternelle.

La Commission a mis fin au suivi des recommandations émises en vertu de l'article 23e de la loi sur la protection de la jeunesse.

Question 120	**DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2023-2024.**

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES DEMANDES D'ENQUÊTES EN JEUNESSE

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	692

Entre le 1er avril 2023 et le 29 février 2024, la Commission a reçu un total de 692 demandes d'enquêtes en matière jeunesse, une augmentation significative comparativement aux deux dernières années.

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	237

Une fois la demande d'enquête reçue, la Commission doit en analyser la recevabilité à partir de critères précis afin de décider si elle peut ouvrir un dossier d'enquête.

Le nombre de dossiers d'enquête ouverts connait une légère hausse (de 222 à 237 dossiers d'enquête). La Commission a poursuivi son exercice d'optimisation de ses processus qui inclus, entre autres, un support plus accru du travail en matière de recevabilité ainsi qu'une bonification de l'offre de formation et d'opportunités d'activités de développement professionnel. Le résultat est une orientation plus optimale des dossiers vers le service des enquêtes ou vers un partenaire externe plus à même de supporter le requérant si l'objet de la plainte n'est pas dans le champ de compétence de la Commission. Davantage de références sont effectuées à l'étape antérieure à l'ouverture de l'enquête, ce qui permet à la population d'avoir une réponse plus rapide à ses interrogations et préoccupations. De plus, notons la bonification du plan de postes de l'équipe de la recevabilité pendant la seconde portion de l'année, davantage de main d'œuvre ayant nécessairement un impact sur la capacité de traitement de l'équipe. Cependant, seul 50% du plan de poste de cette équipe a été comblé pendant une grande partie de l'année.

DOSSIERS FERMÉS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	254

Entre le 1er avril 2023 et le 29 février 2024, la Commission a traité et complété 254 dossiers d'enquête en matière jeunesse, une augmentation comparativement à l'année dernière. Au sein de l'équipe des enquêtes, les efforts de recrutement ont porté fruit. En date du 29 février 2024, 69% du plan de poste du personnel des enquêtes était comblé.

DOSSIERS ACTIFS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	111

Cette donnée représente le nombre de dossiers d'enquête ouverts, dans la Direction des enquêtes jeunesse, au 29 février 2024. Ce sont exclusivement des dossiers dont la situation a été jugée comme faisant parti de la compétence d'enquête de la Commission. La donnée est comparable à celle de l'année dernière.

LES DÉLAIS

	2023-2024 (29 FÉV)
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTE (EN JOURS)	135

Le 18 mars 2022, la Commission a adopté sa nouvelle Déclaration de services aux citoyennes et citoyens, se dotant de nouvelles normes quant à ses délais à toutes les étapes du processus d'enquête jeunesse. En 2022-2023, les attentes animées auprès des équipes de travail reflétaient ces nouvelles cibles. Cette année est la deuxième année complète où nous visons à atteindre les cibles de la DSC.

Le tableau ci-dessus présente le délai moyen du traitement d'une demande d'enquête, à partir de la réception de la demande jusqu'à la dernière activité d'un membre du personnel de la Direction des enquêtes jeunesse, quelle que soit l'étape de finalisation du dossier.

LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2023-2024		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU (EN JOURS)	DÉLAI MOYEN OBTENU (EN JOURS)	NB DE DOSSIERS
RECEVABILITÉ	26	30	591
ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE	43	45	272
ENQUÊTE 2E ÉTAPE	104	270	91

Ce tableau indique les délais de traitement par étape, pour tous les dossiers dont l'étape a été complétée entre le 1er avril 2023 et le 29 février 2024.

Les efforts d'optimisation se sont poursuivis comme expliqué ci-dessus, au cours de l'année 2023-2024, visant à améliorer les services rendus à la population en matière de jeunesse, notamment en visant à réduire les délais de traitement à chacune des étapes du processus d'enquête.

Par conséquent, les cibles sont atteintes pour les trois cibles de la DSC quant aux délais moyens attendus, soit aux étapes de la recevabilité et les deux étapes de l'enquête. Rappelons que la première étape de l'enquête vise à informer le jeune, ses parents et l'établissement mis en cause de la poursuite de l'enquête ou de la fermeture rapide de cette dernière. Cette cible n'était pas atteinte lors des deux exercices précédents. Les délais sont passés de 71 jours, à 55 jours pour se rendre à 43 jours le 29 février dernier.

Question 121

EFFECTIFS POUR 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2023-2024, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2023-2024	EFFECTIFS EN PLACE (POSTES OCCUPÉS)
PERSONNEL D'ENCADREMENT		
DIRECTEUR	12	13
TOTAL	**12**	**13**
CONSEILLER EN COMMUNICATION	6	6
CONSEILLER EN ÉDUCATION ET COOPÉRATION	16	12
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	6	6
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	7	7
CHERCHEUR	5	5
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	17	10
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	8	9
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	3	3
CONSEILLER JURIDIQUE	22	24
COORDONNATEUR	13	14
ENQUÊTEUR	37	38
MÉDIATEUR	8	9
TOTAL	**149**	**144**
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		
AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	0	0
AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	20	17
BIBLIOTECHNICIEN	1	1
SECRÉTAIRE	1	1
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	17	14
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	20	17
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	3	4
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	2	3
TOTAL	**71**	**64**

GRAND TOTAL	**232**	**221**